



Dossier d'information

Économie et éducation

A destination du personnel de la DDC et des praticiens impliqués dans le développement économique inclusif et les programmes d'éducation sur le terrain et au siège.

Introduction

Version 3 - juin 2023



Table des matières

Table des matières	2
1. Économie et éducation - E+E	4
Ce que nous faisons - Alignement sur les ODD et l'approche LNOB	4
Ce que nous savons - approche systémique	5
Qui nous sommes – La section E+E	5
Comment faire partie de la communauté	6
Comment nous partageons	6
Comment obtenir de l'aide	6
E+E Field Handbook - accès direct aux outils les plus importants d'E+E	7
Carte des membres d'E+E et d'EDU (pour le DFAE uniquement)	7
Carte des projets E+E - découvrez les projets dans le monde (uniquement pour le DFAE)	7
IRAs et IRTs - Indicateurs de résultats de la DDC	8
Mesure des résultats des programmes E+E	10
Genre	10
Gouvernance	10
Digitalisation	10
2. Éducation - EDU	12
L'éducation de base dans la coopération suisse au développement	12
Qu'est-ce que l'éducation de base ?	12
Quelles sont les priorités stratégiques et les points forts de la DDC en matière d'éducation de base ?	13
Pourquoi et comment la DDC soutient-elle l'éducation de base ?	15
Autres questions clés liées à la stratégie de coopération internationale 2021-2024	17
Qui sont les partenaires de la DDC dans le domaine de l'éducation ?	17
Aperçu du portefeuille de projets	18
3. Développement des compétences professionnelles - DCP	20
Le DCP dans la coopération suisse au développement	20
Orientations stratégiques pour le DCP	20
Typologie des approches DCP	21
Formation professionnelle duale et compétences suisses	22
DCP et migration	22
Les partenaires de la DDC dans le domaine du DCP	22
Portefeuille de projets DCP	23
Orientations pour la planification, la mise en œuvre et le suivi des projets	23
4. Développement du secteur privé - DSP	25
Le DSP dans la coopération suisse au développement	25
Développement des systèmes de marché et des chaînes de valeur	25

Développement économique local	26
Autonomisation économique des femmes	26
DSP et ESP	27
Norme du DCED pour la mesure des résultats	27
5. Développement du secteur financier - DSF	29
Le DSF dans la coopération suisse au développement	29
Stratégies en matière de DSF	29
Inclusion financière	30
Épargne	30
Crédits pour les micro, petites et moyennes entreprises (MPME)	30
L'assurance inclusive	31
Education financière	31
Investissement	31
Protection sociale	32
Programmes de Transferts Monétaires (PTM)	32
Mesure des résultats	32
Conseils tout au long du cycle du projet	32
Les partenaires de la DDC dans le DSF	33
6. Engagement du secteur privé - ESP	35
Pourquoi s'engager avec le secteur privé ?	35
Que signifie l'engagement du secteur privé ?	35
Qui est qui dans le secteur privé ?	35
Comment s'engager avec le secteur privé ?	36
À votre service - le Centre d'engagement du secteur privé - CEP	37
Entrepreneuriat social et d'impact (ESI)	37
Investir dans une optique de genre (IOG)	38
7. Conduite responsable des entreprises (CRE)	39
Qu'entend-on par conduite responsable des entreprises ?	39
En quoi la conduite responsable des entreprises est-elle pertinente pour la DDC ?	39
8. Sélection d'offres de formation dans le domaine de l'économie et de l'éducation	40
Sélection d'offres de formation BE (y compris l'Education dans les situations d'urgence)	40
Sélection d'offres de formation DCP	41
Offres de formation DSP sélectionnées	42
Sélection d'offres de formation DSF	43
Offres de formation ESP sélectionnées	44

1. Économie et éducation - E+E

Ce dossier d'information est destiné au personnel de la DDC et aux praticiens qui travaillent à la création de programmes de développement économique inclusifs ainsi qu'à une éducation de qualité et à des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous. Il fournit une introduction aux approches E+E et aux modes de pensée systémique à travers quatre priorités interconnectées au niveau du système et des bénéficiaires: L'éducation, le développement des compétences professionnelles, le développement du secteur privé et le développement du secteur financier, ainsi que les modalités d'engagement du secteur privé.

Ce que nous faisons - Alignement sur les ODD et l'approche LNOB

Conformément aux ODD 2030, la Suisse s'engage à améliorer le développement humain et la croissance économique inclusive et durable qui crée des emplois, augmente la productivité et protège l'environnement. Pour atteindre ces objectifs ambitieux, la Suisse encourage les possibilités d'éducation de base et de formation professionnelle et à accroître les engagements avec le secteur privé.

La section chargée de l'économie et de l'éducation (section E+E) soutient cette orientation stratégique par le biais de quatre priorités thématiques économiques et éducatives interconnectées au niveau du système et des bénéficiaires : L'éducation (EDU), le développement des compétences professionnelles (DCP), le développement du secteur privé (DSP) et le développement du secteur financier (DSF). En outre, l'équipe E+E cherche à promouvoir la modalité d'engagement du secteur privé (ESP) dans l'ensemble du portefeuille de la DDC afin de tirer parti de l'expertise, du pouvoir d'innovation et des ressources du secteur privé et, par conséquent, d'accroître l'impact et la durabilité des programmes de la DDC. Il plaide en outre pour des pratiques commerciales responsables de la part du secteur privé.



L'équipe E+E soutient les projets et les programmes de la DDC à l'aide de divers outils et conseils. Ses autres objectifs sont de contribuer au dialogue politique mondial et de faciliter les réseaux qui rassemblent des praticiens et des experts. Le réseau contribue à identifier les idées, les expériences et les projets les plus pertinents, et à partager les leçons apprises et les meilleures pratiques. De plus amples informations sur les priorités thématiques et méthodologiques concernant la mise en œuvre de programmes de développement économique inclusif et d'éducation sont présentées dans l'orientation à moyen terme, dans la présentation des projets DEI dans les contextes fragiles et dans les deux documents de travail "Leave no one behind (LNOB) in practice for IDE" et "Leave no one behind in practice for Education".

La DDC coordonne ses programmes E+E avec le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO). Le SECO se concentre sur les pays où ses projets, son savoir et son réseau ont la plus grande valeur ajoutée. Le SECO gère également un portefeuille de projets global. Il mobilise ses domaines d'expertise thématique en fonction de la demande et en complément des activités d'autres agences fédérales, en particulier de la DDC.

[Orientation à moyen terme 2015-19](#)

[DEI Working Aid - LNOB en pratique](#)

[DEI dans les contextes fragiles](#)

[EDU Working Aid LNOB en pratique](#)

[SECO Coopération internationale](#)

[SECO base de données projets](#)

[Coopération économique au développement du SECO](#)

Ce que nous savons - approche systémique

La pauvreté est un phénomène multidimensionnel. Le manque d'accès aux services de base tels que l'école, l'eau ou l'électricité, l'exclusion sociale ou politique et la grande vulnérabilité sont quelques-unes des dimensions de la pauvreté. La dimension économique du chômage ou du sous-emploi et du manque d'accès à l'éducation est liée à ces dimensions et se trouve souvent

Marchés inclusifs

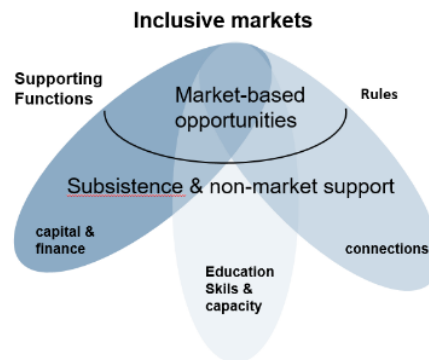
Logique systémique d'inclusion/exclusion

L'éducation et l'économie sont des éléments clés du développement durable et un moyen efficace de lutter contre la pauvreté. Elles favorisent également la cohésion sociale et les marchés inclusifs. La participation au marché exige que les individus ou les groupes disposent d'une combinaison d'actifs qui leur permettent de s'engager dans des opportunités basées sur le marché et d'en bénéficier. Ces actifs comprennent le capital physique et financier, les connaissances et les capacités, ainsi que les relations qui permettent les transactions. La logique systémique de l'inclusion/exclusion peut être considérée comme le seuil à partir duquel une personne dispose d'un capital, de capacités et de connexions suffisants, qui lui permettent de tirer parti des opportunités offertes par le marché. Si ce seuil n'est pas atteint, les moyens d'existence dépendront d'un soutien non marchand, tel que la protection sociale ou les moyens de subsistance.

[Pour plus d'informations, voir BEAM exchange](#)

au cœur de celles-ci. Bien qu'il ne soit pas possible de classer

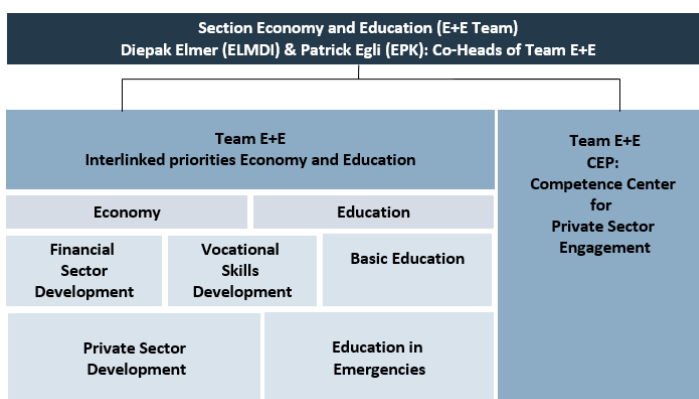
les dimensions de la pauvreté en fonction de leur importance, le manque de possibilités d'apprentissage tout au long de la vie et l'insuffisance des revenus comptent parmi les facteurs les plus importants. L'histoire a montré que l'accès à l'économie et à l'éducation conduit à l'inclusion dans d'autres dimensions, et vice versa. Il existe une relation évidente entre les dimensions économique et éducative de la pauvreté, et la réduction de la première et/ou l'amélioration de la seconde permettent d'échapper au cercle vicieux. Par conséquent, l'inclusion est abordée non seulement dans les projets et programmes d'éducation et de formation, mais aussi dans les interventions relatives au changement climatique, à la sécurité alimentaire ou au développement rural, par exemple. Afin de réduire l'accès insuffisant à l'éducation et aux marchés, nous avons besoin d'une croissance inclusive et de systèmes éducatifs inclusifs. En d'autres



termes, nous encourageons une réflexion systémique conforme à la logique de l'inclusion/exclusion dans la mise en œuvre de nos programmes.

Qui nous sommes – La section E+E

Depuis septembre 2022, les réseaux Développement économique inclusif et Éducation de la DDC ont uni leurs forces pour devenir la nouvelle section thématique Économie et éducation (Team E+E). Nous avons rendu nos services de conseil encore plus accessibles et bénéfiques pour tous les gestionnaires de projets sur le terrain et au siège. Nous sommes organisés en deux unités. La première unité est structurée en fonction de nos priorités thématiques. La seconde unité, le CEP (Centre de compétences pour l'engagement du secteur privé), est exactement ce que son nom suggère. Les deux unités travaillent en étroite collaboration. La meilleure façon d'entrer en contact est de contacter l'une des personnes figurant sur notre shareweb. Si votre projet comporte des éléments dans plus d'un domaine thématique couvert par l'équipe E+E, nous nous coordonnons pour vous fournir l'expertise dont vous avez besoin. Ainsi, vous n'aurez qu'une seule personne de contact.



Comment faire partie de la communauté

Afin de répondre aux différents besoins d'information sur l'éducation et l'économie et aux discussions entre pairs, nous proposons quatre canaux de communication.

Tout d'abord, deux bulletins d'information trimestriels sont publiés séparément pour l'économie et l'éducation. Elles s'adressent à un large public désireux de recevoir des informations actualisées sur les travaux menés dans les domaines de l'éducation et de l'économie.

Deuxièmement, nous maintenons trois groupes de discussion thématiques en ligne EDU, DSP et DCP (appelés DGroups). Si vous êtes un praticien actif ou un expert, nous vous encourageons à rejoindre au moins un groupe. En tant que membre, vous pouvez contacter le réseau thématique pour obtenir de l'aide sur une question spécifique ou initier une discussion.

Troisièmement, les deux unités de regroupement ont des sites web partagés (voir ci-dessous). Quatrièmement, les deux réseaux se rencontrent régulièrement lors d'événements en face à face ou d'autres événements (en ligne). Pour bénéficier des avantages des différentes plateformes, vous devez vous inscrire individuellement.

Team E+E		
To know what's up: Quarterly newsletter of Economy and Education and		
To exchange with peers: Online Discussion Groups (DGroups)		
DGroup PSD	DGroup VSD	DGroup EDU
To access all resources: Shareweb of E+E		Shareweb of EDU
To get inspired: Global Face-to-Face events every 2 – 4 years		

[L'équipe E+E](#)

[S'inscrire à E+E](#)

[S'inscrire à l'EDU](#)

Comment nous partageons

Vous trouverez de nombreuses ressources sur nos sites web de partage. Actuellement, le shareweb E+E couvre toutes les informations relatives à l'ensemble de la section thématique ainsi qu'aux thèmes DSP, DSF, DCP et à la modalité ESP. Tous les éléments pertinents pour l'EDU sont fournis sur le site web de partage de l'éducation. Ainsi, vous trouverez également des informations sur les cours et les événements liés à nos priorités thématiques et méthodologiques, des informations sur les projets de la DDC ainsi que des études, des rapports et des documents conceptuels pertinents provenant d'autres acteurs.

[Shareweb E+E](#)

[Shareweb EDU](#)

Comment obtenir de l'aide

Si vous recherchez un soutien personnalisé, nous offrons aux membres de nos réseaux la possibilité d'obtenir l'aide d'un expert pendant une journée. Vous pouvez utiliser ce service sans contrat et sans frais ni travail administratif. Si votre demande est d'intérêt général, l'équipe E+E peut être en mesure d'allouer plus d'une journée à l'assistance d'un expert.

[Soutien E+E](#)

[Soutien EDU](#)

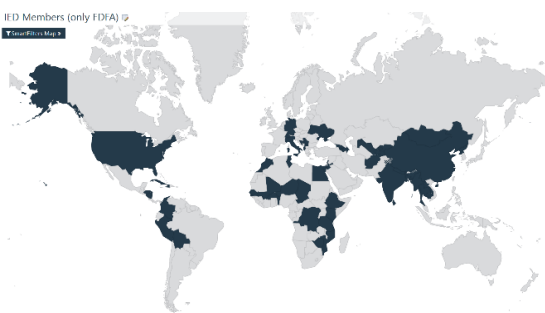
E+E Field Handbook - accès direct aux outils les plus importants d'E+E



Vous envisagez d'accélérer vos programmes E+E sur le terrain? De plus, vous recherchez les documents d'orientation et les outils les plus récents et les plus importants en matière d'éducation et d'emploi? - Le **E+E Field Handbook** présente les outils les plus essentiels tels que des documents normatifs, des outils de travail et des indicateurs de référence pour mettre en œuvre avec succès vos projets E+E conformément aux instructions du Field Handbook et du Manuel de gestion du cycle de projet (PCM) de la DDC. Pour plus d'informations, visitez le Field Handbook E+E.

[E+E Field Handbook](#)

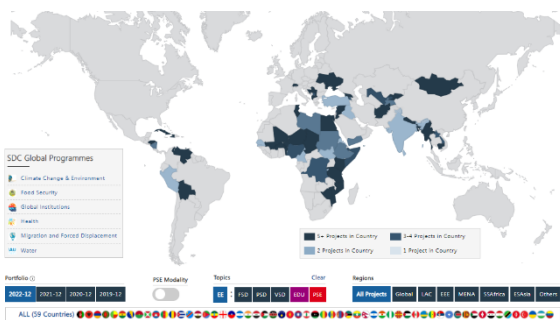
Carte des membres d'E+E et d'EDU (pour le DFAE uniquement)



Si vous souhaitez connaître et échanger avec vos collègues du réseau E+E ou du réseau EDU, visitez le shareweb et consultez la carte du réseau de nos membres au sein du DFAE.

[Membres du réseau E+E \(uniquement pour le DFAE\)](#)

Carte des projets E+E - découvrez les projets dans le monde (uniquement pour le DFAE)



Si vous souhaitez avoir une vue d'ensemble du portefeuille de projets E+E, visitez le shareweb et consultez la carte du monde. Vous pouvez sélectionner le sujet ou le pays qui vous intéresse. L'équipe E+E met la carte à jour une fois par an.

[Carte mondiale des projets E+E \(pour le DFAE uniquement\)](#)



Active E+E PORTFOLIO
of over **430 projects**

134 E+E projects with
Private Sector Engagement

Over **CHF 310 million** for E+E topics
have been invested in 2022






E+E projects in over
55 countries








IRAs et IRTs - Indicateurs de résultats de la DDC






Pour suivre la mise en œuvre de la stratégie de coopération internationale (CI) de la Suisse pour la période 2021 - 2024, la DDC dispose d'un ensemble d'indicateurs de résultats contraignants correspondant aux dix sous-objectifs de la stratégie. Les indicateurs de résultats permettent d'évaluer les résultats et les produits obtenus grâce au soutien de la DDC. Lors de la préparation d'un projet, d'une coopération ou d'un programme global, il convient d'examiner attentivement la liste, en tenant compte de chaque sous-objectif de la stratégie, du thème ou de la cible de l'ODD qui est inclus dans les résultats visés ou qui les concerne.



L'équipe E+E dispose de **5 IRAs** (Indicateurs de Résultats Agrégés) et de **10 IRTs** (5 Indicateurs de Résultats Thématiques DEI et 5 Indicateurs de Résultats Thématiques EDU). Pour des informations détaillées sur l'utilisation des IRA et IRT spécifiques au DEI et à l'EDU, veuillez consulter les fiches d'orientation sur le shareweb de l'équipe E+E (voir les liens ci-dessous). Pour la liste complète de tous les IRA et IRT de la DDC et les fiches d'information correspondantes, veuillez consulter le manuel de terrain de la DDC.

IC strategy sub-objective	ARI	SDG	SDG target
Sub-objective 2: Promoting innovative private sector initiatives to facilitate the creation of decent jobs	IED ARI1 Access to Vocational Skills Development - Number of persons enrolled in new or better vocational skills development		SDG 4.3: By 2030, ensure equal access for all women and men to affordable and quality technical, vocational and tertiary education, including university.
Sub-objective 7: Strengthening equitable access to quality basic services	IED ARI 2 Employment - Number of persons having new or better employment		SDG 8.5: By 2030, achieve full and productive employment and decent work for all women and men, including for young people and persons with disabilities, and equal pay for work of equal value.
	IED ARI3 Access to and use of financial products and services - Number of people having access to and making use of formal financial products and services		SDG 8.10: Strengthen the capacity of domestic financial institutions to encourage and expand access to banking, insurance and financial products and services for all.
	EDU ARI1 Access to education and basic skills development - Number of people benefiting from primary, secondary education or continuing and alternative non-formal basic education and learning opportunities including education in emergencies		SDG 4.1: By 2030, ensure that all girls and boys complete free, equitable and quality primary and secondary education leading to relevant and effective learning outcomes. SDG 4.6: By 2030, ensure that all youth and a substantial proportion of adults, both men and women, achieve literacy and numeracy.
	EDU ARI2 Quality of education and teaching - Number of teachers or educational personnel trained		SDG 4.c: By 2030, substantially increase the supply of qualified teachers, including through international cooperation for teacher training in developing countries, especially least developed countries.

IC strategy sub-objective	TRI	SDG	SDG target
Sub-objective 2: Promoting innovative private sector initiatives to facilitate the creation of decent jobs	IED TRI1 Net additional income - Change in average yearly net income (salary/wage or profit) of individuals in reporting currency, adjusted for inflation	 	SDG 1.2: By 2030, reduce at least by half the proportion of men, women and children of all ages living in poverty in all its dimensions according to national definitions. SDG 10.1: By 2030, progressively achieve and sustain income growth of the bottom 40 per cent of the population at a rate higher than the national average.
	IED TRI2 Private sector in vocational skills development - Number of companies or professional organisations contributing to relevant vocational skills development		SDG 4.4: By 2030, substantially increase the number of youth and adults who have relevant skills, including technical and vocational skills, for employment, decent jobs and entrepreneurship.
Sub-objective 1: Strengthening framework conditions for market access and creating economic opportunities	IED TRI3 Vocational Education and Training system reform - Number of contributions towards a more inclusive or more labour market relevant Vocational Education and Training (VET) system	 	SDG 4.3: By 2030, ensure equal access for all women and men to affordable and quality technical, vocational and tertiary education, including university. SDG 8.3: Promote development-oriented policies that support productive activities, decent job creation, entrepreneurship, creativity and innovation, and encourage the formalization and growth of micro-, small- and medium sized enterprises, including through access to financial services.
	IED TRI4 Resilience through inclusive insurance - Number of people who thanks to insurance consider that they can more easily recover from shocks and adverse events		SDG 4.3: By 2030, ensure equal access for all women and men to affordable and quality technical, vocational and tertiary education, including university.
Sub-objective 2: Promoting innovative private sector initiatives to facilitate the creation of decent jobs	IED TRI5 Women's Economic Empowerment - Proportion of women with a positive perception on their influence on business and economic-related decision-making		SDG 5.5: Ensure women's full and effective participation and equal opportunities for leadership at all levels of decision-making in political, economic and public life

IC strategy sub-objective	TRI	SDG	SDG target
Sub-objective 2: Promoting innovative private sector initiatives to facilitate the creation of decent jobs Sub-objective 7: Strengthening equitable access to quality basic services	EDU TRI1 Education enrolment - Average education enrolment rate (primary, secondary or non-formal/alternative education)		SDG 4.1: By 2030, ensure that all girls and boys complete free, equitable and quality primary and secondary education leading to relevant and effective learning outcomes. SDG 4.6: By 2030, ensure that all youth and a substantial proportion of adults, both men and women, achieve literacy and numeracy.
	EDU TRI2 Education completion - Average primary and secondary education completion rate		SDG 4.1: By 2030, ensure that all girls and boys complete free, equitable and quality primary and secondary education leading to relevant and effective learning outcomes.
	EDU TRI3 Quality education and learning - Average proportion of children/youth achieving proficiency level in reading/mathematics at the end of primary/secondary education		SDG 4.1: By 2030, ensure that all girls and boys complete free, equitable and quality primary and secondary education leading to relevant and effective learning outcomes.
	EDU TRI4 Literacy/numeracy/language (basic life skills - lifelong learning) - Number of youth/adults enrolled in literacy/numeracy/language programmes (foundational/basic education skills)		SDG 4.1: By 2030, ensure that all girls and boys complete free, equitable and quality primary and secondary education leading to relevant and effective learning outcomes. SDG 4.6: By 2030, ensure that all youth and a substantial proportion of adults, both men and women, achieve literacy and numeracy.
Sub-objective 3: Addressing climate change and its effects Sub-objective 9: Strengthening and promoting human rights and gender equality	EDU TRI5 Education for sustainable development (climate change/health) & for peace and human rights (basic life skills - lifelong learning) - Number of people participating in formal, non-formal/informal educational activities on sustainable development (e.g. health, climate change/DRR, environment) or peace/human rights/civic education (e.g. violence prevention/social cohesion, gender, democratization)		SDG 4.7: By 2030, ensure all learners acquire knowledge and skills needed to promote sustainable development, including among others through education for sustainable development and sustainable lifestyles, human rights, gender equality, promotion of a culture of peace and non-violence, global citizenship, and appreciation of cultural diversity and of culture's contribution to sustainable development.

[Introduction IRA & IRT de E+E](#)

[Guide E+E pour les IRI](#)

[Orientations DEI pour les IRT](#)

[Orientations de l'EDU pour les IRT](#)

Mesure des résultats des programmes E+E

La mesure des résultats est de plus en plus demandée pour évaluer l'efficacité de l'aide au développement. En effet, en tant que gestionnaire de projet, l'utilisation stratégique pour votre prise de décision et l'augmentation des performances de votre programme peuvent être grandement améliorées grâce à une solide approche de mesure et de suivi des résultats. Il existe de nombreuses normes différentes, qui dépendent également du sujet sur lequel votre programme se concentre, qu'il s'agisse du secteur de l'eau, de la sécurité alimentaire, du changement climatique, etc. Pour des informations détaillées sur les différentes normes, veuillez consulter les aides de travail sur les indicateurs de résultats spécifiques DSF, DSP and DCP sur le site shareweb du DEI.

[Mesure des résultats - Introduction E+E](#)

[Indicateurs de résultats dans les programmes DSF et DSP](#)

[Indicateurs de résultats dans les programmes DCP](#)

Genre

La parité hommes-femmes dans l'économie et l'emploi est essentielle à la croissance économique et à la cohésion sociale. Le Forum économique mondial estime qu'au rythme actuel, il faudra 267,6 ans pour combler le fossé économique entre les hommes et les femmes. La Banque mondiale calcule que l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes coûte 160 000 milliards de dollars à l'économie mondiale et que les pays perdent 14 % de leur richesse, en moyenne, simplement à cause de l'inégalité entre les hommes et les femmes.

[Introduction sur le Genre](#)

[Budgétisation sensible au genre](#)

[Fiche d'orientation EEF](#)

Gouvernance

La prise en compte du thème de la gouvernance est un défi pour de nombreux projets E+E. Souvent, les projets n'accordent pas suffisamment d'attention aux contraintes liées aux questions de gouvernance. L'équipe E+E s'efforce donc de fournir des conseils sur la manière d'intégrer les thèmes transversaux lors de la conception d'un projet, pendant sa mise en œuvre et dans le système de suivi et d'évaluation. Une gestion et une gouvernance solides sont des conditions essentielles à l'inclusion lorsqu'il s'agit d'institutions financières. L'institution doit disposer des ressources financières, des connaissances et des processus institutionnels nécessaires pour gérer un volume plus important de transactions moins prévisibles. Des responsabilités claires et la transparence permettent un meilleur contrôle de la part des clients et augmentent leur confiance. L'institution doit être financièrement solvable et afficher un taux élevé de recouvrement des prêts. Les déposants potentiels se sentiront plus en sécurité et utiliseront davantage les produits et services financiers nécessaires.

[Introduction à la Gouvernance](#)

[Gouvernance des institutions financières](#)

[Fiche d'orientation de la DDC - Gouvernance](#)

Digitalisation

La digitalisation du travail et des entreprises est devenue plus importante que jamais. La pandémie de Covid-19 a stimulé l'adoption de solutions, d'outils et de services numériques, accélérant ainsi la transition mondiale vers une économie digitale. En outre, au cours des derniers mois, le monde a connu une montée en flèche du nombre d'initiatives ESP et d'initiatives similaires, qui utilisent la technologie comme catalyseur. En outre, de nombreuses jeunes entreprises émergent de la crise actuelle, qui ont utilisé la situation difficile comme une opportunité (commerciale) et ont lancé des outils et des ressources innovants. Bien que la digitalisation apporte de nombreuses opportunités, elle peut également élargir la fracture numérique, en particulier pour les femmes.

[Introduction - Digitalisation](#)

[Introduction - Services financiers digitaux](#)

[Fiche d'orientation de la DDC - Digitalisation et apprentissage inclusif](#)



2. Éducation - EDU

L'éducation de base est un droit de l'homme fondamental et un moyen puissant d'autonomisation individuelle et de développement social et économique. Avec des bénéfices privés et sociétaux considérables, elle est souvent considérée comme le meilleur investissement public ayant un impact sur un large éventail de domaines, notamment le développement économique, l'égalité entre les hommes et les femmes, la citoyenneté et la santé.

L'éducation de base dans la coopération suisse au développement

La DDC a une longue expérience dans le soutien à des réponses innovantes pour donner accès à une éducation de base pertinente aux groupes marginalisés et pour renforcer les systèmes éducatifs afin qu'ils deviennent plus inclusifs. Combinée au développement des compétences professionnelles (DCP), elle offre un potentiel inégalé pour changer les trajectoires de vie et sortir les gens de la pauvreté. Dans le contexte actuel de fragilité et de crises croissantes, l'éducation devient de plus en plus importante à court terme - pour protéger la population et atténuer les crises - et à plus long terme, pour prévenir les causes structurelles des crises.

[Introduction EDU](#)

Qu'est-ce que l'éducation de base ?

L'éducation de base comprend l'enseignement formel (public et privé) pré-primaire, **primaire et secondaire inférieur**, ainsi que les **programmes d'éducation non formelle et alternative** destinés à répondre aux **besoins éducatifs fondamentaux** des personnes de tous âges. Dans les crises humanitaires, l'éducation de base comprend "l'éducation en situations d'urgence".

Directives thématiques de la DDC sur l'éducation de base et le développement des compétences professionnelles (DDC, version actualisée 2022)

Questions fréquemment posées concernant la définition de l'éducation de base (EB)

Est-ce que l'EB équivaut à l'enseignement primaire ? Non, l'EB va au-delà de l'enseignement primaire. Dans de nombreux pays, elle correspond à l'enseignement formel obligatoire (pré-primaire, primaire, premier cycle de l'enseignement secondaire). Cependant, l'EB comprend également une variété de dispositions d'éducation non formelle (alternative) pour les personnes qui n'ont pas pu aller à l'école ou qui ont quitté l'école avant d'avoir terminé l'EB.

L'EB s'adresse-t-elle uniquement aux enfants ou également aux jeunes et aux adultes ? Il est préférable d'acquérir les compétences de base dès le plus jeune âge. Cependant, l'EB s'adresse à tous les âges. Les jeunes et les adultes qui ne possèdent pas les compétences de base doivent avoir la possibilité de les développer, quel que soit leur âge. Les compétences de base sont le fondement nécessaire de l'apprentissage tout au long de la vie.

Qu'est-ce que l'éducation non formelle (ENF) ? Une alternative ou un complément au système d'éducation formel, principalement dispensé par des acteurs non étatiques. Les programmes d'ENF peuvent être financés ou non par des fonds publics et sont reconnus comme équivalents à l'éducation formelle. L'ENF est souvent proposée aux enfants, aux jeunes ou aux adultes qui n'ont pas pu accéder à l'éducation formelle ou qui l'ont abandonnée pour diverses raisons (notamment la pauvreté, les conflits, les migrations, etc.). Elle comprend une grande diversité de programmes (programmes de rattrapage, de seconde chance, de rattrapage et d'éducation accélérée).

L'EB est-elle dispensée uniquement dans le secteur de l'éducation ? Non, certaines activités non formelles (par exemple, l'alphabétisation des adultes et les compétences de base pour la vie) peuvent également être fournies en tant que composantes de programmes d'autres secteurs (par exemple, DCP, gouvernance, emploi, etc.).

Orientation thématique de la DDC - Éducation

Factsheet sur l'éducation

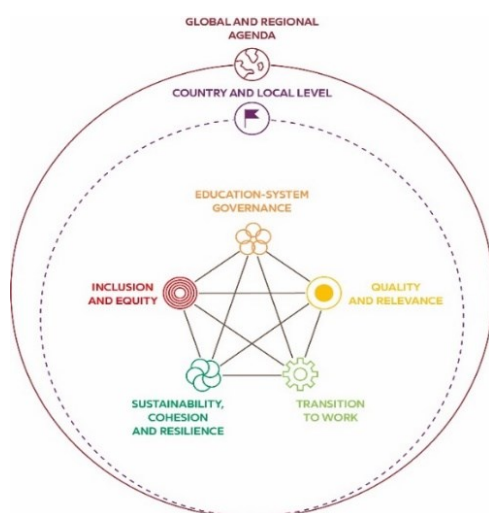
Quelles sont les priorités stratégiques et les points forts de la DDC en matière d'éducation de base ?

Orientations thématiques de la DDC sur l'éducation de base et le développement des compétences professionnelles

En 2017, la DDC a élaboré les orientations thématiques pour l'éducation de base (EB) et le développement des compétences professionnelles (DCP), qui ont fait l'objet d'un examen externe en 2021.

Orientation thématique de la DDC - Éducation

Review externe de la mise en œuvre de la Stratégie Education de la DDC



Les priorités sont les suivantes :

- La DDC se concentre sur les enfants et les jeunes afin de garantir leur droit à une éducation de qualité et d'améliorer leurs perspectives de vie et de travail.
- Elle se concentre sur l'EB et le DCP et cherche à renforcer la complémentarité entre les deux.
- Elle vise à obtenir des changements systémiques dans l'éducation et le marché du travail.
- Elle répond aux besoins en matière d'éducation et de protection dans les situations d'urgence et de crise, et renforce la résilience face à la violence et aux catastrophes naturelles.
- Elle promeut l'éducation comme moyen de renforcer la cohésion sociale et la transformation des conflits, l'autonomisation économique, la résilience et le développement durable en général.

Pour poursuivre ces priorités, six axes stratégiques sont promus : **L'établissement d'un agenda mondial et régional** ; le renforcement de la **gouvernance du système éducatif** ; le soutien à la **qualité et à la pertinence**, le soutien à **l'inclusion et à l'équité** ; la contribution à la **durabilité, à la cohésion sociale et à la résilience** ; la **transition vers l'emploi**.

Stratégie de coopération internationale de la Suisse 2021-2024

Dans la Stratégie de coopération internationale de la Suisse 2021-2024, l'éducation de base occupe une place de choix dans les objectifs liés au développement humain ("*Sauver des vies, assurer des services de base de qualité, notamment en matière d'éducation et de santé, et réduire les causes des déplacements forcés et des migrations irrégulières*") et au développement économique ("*Contribuer à une croissance économique durable, au développement du marché et à la création d'emplois décents*"). C'est également l'une des quatre priorités de l'aide humanitaire (protection et éducation).

Un engagement fort en faveur de l'éducation en situations d'urgence

De nombreux pays et régions où la DDC travaille dans le domaine de l'éducation (Afrique, Moyen-Orient et Afrique du Nord/MENA, Asie du Sud, Ukraine) sont de plus en plus touchés par des crises liées aux conflits, aux catastrophes naturelles et au changement climatique.

Il est donc nécessaire de renforcer le soutien de la DDC (et ses capacités à le faire) à la protection et à l'éducation en situations d'urgence. Les expériences et les forces de la DDC sont particulièrement utiles dans ces contextes : une forte présence sur le terrain et l'expérience de travailler avec des autorités décentralisées, des solutions adaptables et flexibles pour répondre aux besoins de la population locale ; une éducation alternative pour ceux qui font face à des perturbations dans leurs parcours d'apprentissage ; le renforcement de la résilience des systèmes éducatifs (pour intégrer les réfugiés et les déplacés internes par exemple) ; un engagement fort dans la protection désormais combinée à l'éducation, etc. L'éducation est un secteur où il est extrêmement important de travailler sur le nexus pour permettre une protection immédiate des enfants et des jeunes et des transitions rapides vers des situations où ils peuvent construire des perspectives à plus long terme.

[Outil ESU de la DDC](#)

[ESU et protection de l'enfance - shareweb](#)

[Nexus dans/par l'éducation](#)

Lors du Forum mondial sur les réfugiés en 2019, la Suisse s'est engagée à soutenir davantage l'éducation en situations d'urgence (ESU), y compris au niveau mondial à travers le soutien au fonds Education sans délai (Education Cannot Wait - [ECW](#)) et la création du [Hub mondial de Genève pour l'éducation dans les situations d'urgence](#). Un nombre croissant d'acteurs clés de l'ESU ont une forte présence ou sont basés à Genève, qui est devenue un lieu important pour l'ESU et l'éducation de manière plus générale.

Quels sont les points forts et les avantages comparatifs de la DDC en matière de soutien à l'éducation de base ?

La DDC est reconnue pour son investissement à long terme au niveau des pays et sa présence sur le terrain, ainsi que pour sa capacité à apporter des expériences de terrain au dialogue politique international et vice versa ("approche ascenseur"). Elle travaille tout au long du nexus, notamment entre l'aide humanitaire et le développement, et avec des programmes combinant l'appui aux mécanismes nationaux / le renforcement des systèmes éducatifs et la mise en œuvre sur le terrain au niveau décentralisé.

L'étude "Impulsions pour la coopération internationale en éducation: Expériences du système scolaire suisse" (2018) et d'autres réflexions identifient plusieurs points forts spécifiques de la coopération internationale de la DDC dans le domaine de l'éducation de base. Il s'agit notamment :

[Impulsions pour la coopération internationale dans le domaine de l'éducation](#)

- Du soutien à la décentralisation des systèmes éducatifs et à la participation locale (y compris des associations de parents) à la gouvernance de l'éducation et à la gestion des écoles.
- De l'amélioration de la qualité et de la pertinence de l'éducation pour les besoins et les circonstances de la population locale, en particulier grâce à l'éducation multilingue et à la formation des enseignants avec une forte dimension pratique.
- Du soutien aux groupes marginalisés exclus de l'éducation (enfants et jeunes qui abandonnent l'éducation pour diverses raisons telles que les conflits, les migrations forcées, les catastrophes naturelles, la discrimination fondée sur le sexe, etc.), à travers diverses mesures, y compris les programmes d'éducation alternatifs (« éducation non formelle »).
- Du soutien au continuum "éducation de base - développement des compétences professionnelles - intégration dans le marché du travail", en particulier pour les groupes marginalisés (qui ont besoin de renforcer leurs compétences de base et leurs compétences professionnelles pour améliorer leurs moyens de subsistance).

Pourquoi et comment la DDC soutient-elle l'éducation de base ?

L'éducation comme moyen d'action

D'un point de vue individuel, une éducation de base de qualité permet aux individus d'avoir plus d'autonomie, de pouvoir et de choix dans leur vie. Elle jette les bases pour accéder à l'information et aux connaissances, les comprendre et leur donner un sens, faire preuve d'esprit critique, prendre de la distance par rapport aux normes sociales et sexospécifiques, résoudre des situations complexes et accéder à la formation continue et à l'emploi. L'autonomisation des personnes souffrant de pauvreté et d'exclusion sociale commence par l'éducation.

Les arguments économiques en faveur de l'investissement dans l'EB

De nombreuses données montrent que l'EB a de multiples retombées, monétaires et non monétaires, tant au niveau privé qu'au niveau sociétal.

Les arguments économiques en faveur de l'investissement dans l'éducation de base

	Privé	Sociétal
Monétaire	Probabilité d'emploi plus élevée Productivité accrue, revenus plus élevés Meilleure évolution de carrière	Productivité globale plus élevée Croissance économique plus rapide et plus soutenue Réduction de la pauvreté
Non monétaire	Meilleure santé et longévité Amélioration des résultats pour les familles Résilience et adaptabilité accrues Citoyenneté plus engagée Meilleurs choix, satisfaction dans la vie	Mobilité sociale accrue Institutions qui fonctionnent mieux Niveaux plus élevés d'engagement civique Plus grande cohésion sociale Réduction de la criminalité

Source : Rapport sur le développement dans le monde, 2018

Au niveau individuel, en moyenne, six années d'enseignement primaire donnent lieu à des augmentations de salaire comprises entre 60 et 80 %. Les rendements de l'éducation primaire dépassent le plus souvent les rendements des autres niveaux d'éducation. De nombreuses données longitudinales attestent de la chaîne de causalité entre la fréquentation scolaire, le développement des compétences et les résultats sur le marché du travail. La recherche montre également que le fait de ne pas terminer l'EB et de ne pas acquérir les compétences de base augmente fortement les risques d'être piégé dans des scénarios de carrière peu qualifiés et mal rémunérés.

Au niveau macroéconomique, les analyses transnationales ont montré une forte corrélation entre les années supplémentaires d'études et la croissance du PIB à long terme. La corrélation entre l'alphabétisation, la fréquence d'utilisation des compétences et la productivité des travailleurs a également été démontrée. Un grand nombre de recherches ont montré les nombreux bénéfices non monétaires de l'éducation des adultes au niveau sociétal (sur la cohésion sociale, les institutions démocratiques, la santé, la réduction des comportements à risque et de la criminalité, etc.) Voir les chapitres suivants.

Les raisons d'investir dans l'éducation (version courte)

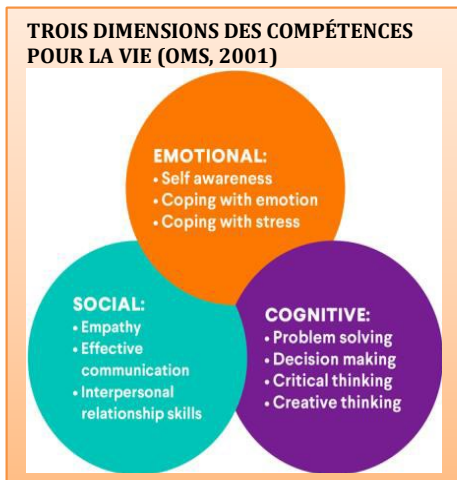
Éducation de base et développement économique

L'éducation de base permet d'acquérir les compétences de base nécessaires à la poursuite du DCP et à l'apprentissage tout au long de la vie.

L'éducation de base permet aux individus de développer des compétences de base, également appelées *compétences fondamentales*, car elles permettent et étayent tout apprentissage ultérieur. Les compétences de base, dont la maîtrise de la lecture, de l'écriture et du calcul, sont les éléments constitutifs et les outils qui permettent d'acquérir d'autres compétences, y compris des compétences professionnelles.

Liaison entre EB et DCP

L'avenir du travail



Les compétences de base ne se limitent pas à la lecture, à l'écriture et au calcul. Elles comprennent également d'autres compétences de vie liées aux dimensions émotionnelles, sociales et cognitives, qui sont très appréciées, y compris par les employeurs ("compétences du 21e siècle").

Dans le contexte actuel de la quatrième révolution technologique, de l'évolution rapide des sociétés et des crises complexes, l'apprentissage et la formation tout au long de la vie sont indispensables. **Le voyage commence nécessairement par le développement des compétences de base.**

Il est prouvé que ces compétences s'acquièrent le mieux dès le plus jeune âge et à l'issue du premier cycle de l'enseignement secondaire. Cependant, dans les pays les moins avancés, jusqu'à 87 % des enfants abandonnent l'école avant d'avoir terminé l'éducation de base ! Il faut donc à la fois améliorer l'accès à une éducation de base de qualité et donner aux jeunes

la possibilité de rattraper les compétences de base manquantes avant ou pendant les programmes de DCP.

L'éducation comme moyen de protection et d'atténuation des crises

Le plus souvent, les migrants, les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) voient leur éducation interrompue. Avec le nombre croissant de crises prolongées (dues aux conflits, au changement climatique, etc.), cette interruption tend à durer plusieurs années. Cette situation n'est pas seulement un déni des droits de l'enfant, mais elle les prive également d'une protection immédiate et de perspectives de vie à plus long terme.

[Vidéo DDC Éducation et protection dans les crises humanitaires](#)

C'est pourquoi l'éducation est devenue une préoccupation majeure dans le cadre du triple lien, de l'aide humanitaire aux processus de développement et de consolidation de la paix. L'éducation peut constituer un espace sûr pour les enfants et les jeunes touchés par les déplacements forcés. Un espace qui les aide à surmonter le traumatisme de la violence et de la migration forcée, à développer des compétences socio-émotionnelles, à apprendre pour leur avenir et à retrouver l'espoir. Les migrations et les déplacements exigent que les systèmes éducatifs s'adaptent aux besoins des migrants, des réfugiés et des populations déplacées.

Conformément à son approche "Leave No One Behind", la DDC soutient l'accès à une éducation de qualité pour les personnes en déplacement et met en œuvre des programmes d'éducation qui garantissent des perspectives d'avenir aux enfants et aux jeunes migrants et déplacés.

["Leave No One Behind" dans l'éducation - aide au travail](#)

[Migration/Éducation \(page shareweb\)](#)

[L'éducation dans les situations d'urgence et la protection \(page shareweb\)](#)

L'éducation, facteur clé de la cohésion sociale et de la construction de la paix

La cohésion sociale est fortement déterminée par les niveaux d'inclusion et d'exclusion de l'éducation. L'éducation, comme aucune autre institution, peut développer les connaissances, les valeurs, les compétences et les attitudes qui favorisent la cohésion sociale. Il est prouvé que des niveaux d'éducation plus élevés sont en corrélation avec des niveaux plus élevés d'engagement politique, de tolérance et de soutien à des institutions publiques plus inclusives et plus justes. Toutefois, les systèmes éducatifs peuvent également nuire à la cohésion sociale, soit par l'exclusion, soit par la transmission de connaissances et de valeurs qui alimentent les conflits et la discrimination. Le potentiel de l'éducation peut être exploité en travaillant à travers le système éducatif ou à travers des programmes dans d'autres secteurs (par exemple la gouvernance). La DDC a tiré des leçons de divers projets d'éducation civique et d'éducation aux droits de l'homme (tant dans le secteur de l'éducation que dans celui de la gouvernance).

[Éducation civique et aux droits de l'homme de la DDC](#)

[Gouvernance et consolidation de la paix / Règle de droit](#)

Autres questions clés liées à la stratégie de coopération internationale 2021-2024

Engagement et financement du secteur privé

Alors que le déficit financier pour atteindre les cibles de l'ODD 4 d'ici 2030 s'accroît, la contribution de tous les acteurs, y compris le secteur privé, est nécessaire. Les acteurs du secteur privé s'engagent dans l'éducation sous diverses formes : en tant que fournisseurs de biens et de services, de soutien financier, de soutien à l'écosystème et de plaidoyer.

Le secteur privé peut apporter des capitaux supplémentaires, notamment par le biais de mécanismes de financement innovants et d'investissements financiers, il peut améliorer la qualité de l'éducation, renforcer l'écosystème de l'éducation en améliorant la gestion des données ou les pratiques de gouvernance, améliorer l'accès et l'inclusion par le biais de programmes passerelles ou d'autres interventions. Cependant, si l'éducation est une responsabilité partagée qui peut inclure des partenariats public-privé, la DDC ne soutient pas l'enseignement à but lucratif et la commercialisation de l'éducation de base.

[Engagement du secteur privé dans l'EB - Étude de cadrage](#)

[Engagement avec le secteur privé - shareweb](#)

Digitalisation

Si elles sont correctement exploitées, les technologies de l'information et de la communication (TIC) peuvent être un moyen puissant de transformer l'éducation et d'améliorer l'accès et la qualité pour les populations les plus vulnérables. Les TIC peuvent permettre un apprentissage plus attrayant, pertinent, différencié, engageant et autonome pour les étudiants, et contribuer à combler les lacunes des systèmes éducatifs. Cependant, elles peuvent aussi aggraver les inégalités, comme l'a montré l'épidémie de COVID-19. La DDC estime que les technologies sont un outil permettant de répondre à des besoins spécifiques et qu'elles doivent être centrées sur l'apprenant. Pendant la pandémie, des solutions créatives ont été adoptées dans le monde entier, en utilisant des approches technologiques, pour soutenir l'apprentissage à distance. La DDC a créé un fonds spécifique pour l'éducation afin de soutenir les innovations dans les projets éducatifs, y compris par le biais des TIC. Ce fonds, qui est maintenant clôturé, a permis à la DDC et à son partenaire d'acquérir une expérience approfondie dans ce domaine.

[Digitalisation et éducation](#)

[Fonds pour l'éducation : Capitaliser sur l'innovation](#)

[Guide technique pour l'apprentissage inclusif](#)

[Digitalisation et apprentissage inclusif : Des cas pour inspirer l'innovation](#)

Qui sont les partenaires de la DDC dans le domaine de l'éducation ?

Avec un budget éducation relativement faible par rapport à d'autres bailleurs de fonds, la DDC a développé un portefeuille stratégique et pertinent d'organisations partenaires dans le domaine de l'éducation au niveau mondial. Les partenariats de la DDC dans le domaine de l'éducation visent à améliorer la disponibilité, la qualité, l'efficacité et l'efficacité de la prestation de services dans le secteur de l'éducation. Ils tiennent compte de la situation spécifique des pays fragiles et en crise. Le portefeuille établit un équilibre entre les contributions aux organisations "traditionnelles" des Nations Unies, aux fonds mondiaux et aux partenaires et réseaux plus techniques qui sont essentiels pour l'échange de connaissances et l'union des forces avec la société civile (en Suisse et à l'échelle internationale) et les universités.

Ce portefeuille permet à la DDC de participer activement au dialogue politique international sur l'éducation, de façonner les débats, de participer à l'établissement de normes et d'influencer la prise de décision dans le secteur de l'éducation, ce qui a finalement des impacts importants au niveau national, dans les pays partenaires de la DDC. Comme le souligne l'examen externe de la mise en œuvre de la stratégie pour l'éducation (2021), la DDC est reconnue comme un partenaire fiable dont l'engagement est prévisible et qui apporte une valeur ajoutée en apportant des expériences de terrain dans le dialogue mondial. L'équipe EDU s'engage à faciliter les liens et l'enrichissement mutuel des partenariats de la DDC au niveau mondial et national.

La DDC soutient les partenaires suivants :

- **Le Partenariat mondial pour l'éducation (GPE)** est le plus grand fonds mondial et le principal partenariat multipartite dédié à la transformation des systèmes éducatifs dans les pays à faible revenu. Il ne se contente pas de fournir des fonds, il a également un impact unique sur le renforcement des politiques sectorielles et la coordination des bailleurs de fonds au niveau mondial et national.
- Le fonds **Education sans délai (ECW)** est le fonds mondial des Nations unies pour l'éducation en situations d'urgence et les crises prolongées, qui permet d'accélérer les réponses aux crises et de faire le lien entre l'aide immédiate et les interventions à plus long terme par le biais d'une programmation pluriannuelle.
- **Le Rapport mondial de suivi sur l'éducation de l'UNESCO (GEMR)** est un outil unique pour suivre les progrès de l'éducation dans les ODD (en particulier l'ODD 4). Il fournit des preuves et des analyses pour soutenir l'élaboration des politiques. Il s'agit d'un rapport indépendant sur le plan éditorial, hébergé et publié par l'UNESCO.
- Le **Hub mondial de Genève pour l'éducation en situations d'urgence** est une plateforme unique qui s'engage auprès des organisations humanitaires, de développement et de paix, des universités, du secteur privé et d'autres parties prenantes pour promouvoir une réflexion et des efforts coordonnés en faveur de l'éducation en situations d'urgence et s'assurer que l'éducation est une priorité absolue avant, pendant et après les crises.
- **Le Réseau inter-agences pour l'éducation en situations d'urgence (INEE)**, dont le secrétariat se trouve à Genève, est le principal réseau professionnel dans le domaine de l'éducation en situations d'urgence (20 000 membres issus de 190 pays) qui rassemble les acteurs de l'aide humanitaire et du développement. Il facilite le dialogue, la gestion des connaissances, le plaidoyer, l'établissement de normes et d'outils (par exemple les normes minimales de l'INEE).
- **L'Institut international de planification de l'éducation de l'UNESCO (IIPÉ-UNESCO)** est l'organisation clé des Nations unies pour soutenir la capacité institutionnelle des États membres à planifier et à gérer efficacement leur système éducatif en tant que bien public mondial.
- **Le Bureau international d'éducation de l'UNESCO (BIE)** est situé à Genève. Dirigé pendant 40 ans par le célèbre psychologue suisse Jean Piaget, il est le centre mondial d'excellence de l'UNESCO pour les questions liées aux programmes d'apprentissage.
- **Le Réseau pour les politiques et la coopération internationales en matière d'éducation et de formation (NORRAG)** est un réseau mondial dynamique de plus de 5 000 membres (universités, gouvernements, ONG, organisations internationales, fondations, secteur privé), hébergé par l'Institut de hautes études internationales et du développement à Genève. Il produit, diffuse et transmet des connaissances essentielles à l'élaboration de politiques visant à améliorer l'égalité d'accès à une éducation de qualité.
- **Le Réseau suisse pour l'éducation et la coopération internationale (RECI)** facilite les échanges et l'apprentissage mutuel entre les ONG, les universitaires, les établissements de formation des enseignants et d'autres professionnels basés en Suisse, afin de renforcer leur impact sur les pratiques et les politiques internationales en matière d'éducation.

Au-delà de ces partenaires, la Suisse intervient dans le secteur de l'éducation en tant qu'État membre d'autres institutions internationales (notamment la Banque mondiale, l'UNICEF et l'UNESCO). Le DFAE et/ou la DDC soutiennent également d'autres initiatives multilatérales dans le domaine de l'éducation mondiale, telles que [GIGA](#), une initiative de l'UNICEF et de l'Union internationale des télécommunications qui vise à connecter toutes les écoles dans le monde à Internet. La DDC développe actuellement de nouveaux partenariats dans le domaine des financements innovants pour l'éducation.

Aperçu du portefeuille de projets

La DDC soutient la mise en œuvre de programmes bilatéraux d'éducation de base afin d'améliorer l'accès et la qualité de l'éducation pour tous et de ne laisser personne de côté, que ce soit dans un contexte humanitaire ou de développement. Ce soutien comprend des programmes d'éducation ainsi que des programmes non éducatifs ayant une composante éducative.

[Projets d'éducation](#)

[Carte des projets ESU et Protection](#)

[Carte des projets E+E \(pour le DFAE uniquement\)](#)



3. Développement des compétences professionnelles - DCP

Le développement des compétences professionnelles (DCP) est une pierre angulaire de la coopération suisse au développement.

Le DCP dans la coopération suisse au développement



Le développement des compétences professionnelles (DCP) est une pierre angulaire de la coopération suisse au développement. La formation professionnelle jette un pont entre le monde de l'éducation (ODD 4) et le monde du travail (ODD 8) : les jeunes femmes et les jeunes hommes augmentent leurs chances de trouver un emploi décent et de gagner un meilleur revenu. Une main-d'œuvre qualifiée accroît la compétitivité des entreprises. En tant que tel, le DCP a un impact direct sur la réduction de la pauvreté (ODD 1), la réduction des inégalités (ODD 10) et le développement social et économique (ODD 8).

Introduction au DCP

La promotion des formations qualifiantes peut améliorer l'employabilité de nos groupes cibles, mais ne conduit pas automatiquement à la création d'emplois. Dans les contextes visant à promouvoir l'emploi, il est nécessaire de compléter les projets de DCP par d'autres mesures, en particulier le développement du secteur privé et du système financier. L'interaction avec l'éducation de base renforce l'inclusion des groupes vulnérables, pour une transition éclairée de la scolarité obligatoire au DCP et pour les parcours d'apprentissage tout au long de la vie des individus.

Définitions DCP / EFP: Le concept de DCP englobe tous les processus d'apprentissage organisés pour le développement de compétences et de qualifications techniques, sociales et personnelles qui contribuent à l'intégration durable à long terme des personnes formées dans des conditions de travail décentes dans l'économie formelle ou informelle, que ce soit sur une base salariée ou indépendante. La formation professionnelle continue combine généralement théorie et pratique et peut se dérouler dans des écoles ou des instituts techniques, des ateliers ou sur le lieu de travail dans les entreprises. Selon le concept de l'apprentissage tout au long de la vie, la formation professionnelle continue peut se dérouler à tous les niveaux d'éducation, du premier cycle du secondaire à l'enseignement supérieur, et être acquise tout au long de la vie économiquement active d'un individu. Il comprend des offres de DCP formelles et non formelles.

[Fiche d'information sur le DCP](#)

[L'interplay de l'éducation de base et du DCP](#)

[Boîte à ressources DCP](#)

Orientations stratégiques pour le DCP

Le chapitre d'introduction explique la raison d'être de la politique sociale et économique du DCP et son intersection avec l'emploi, le développement du secteur privé (DSP) et le développement du secteur financier (DSF), ainsi que l'éducation (EDU). En 2017, la DDC a lancé son orientation thématique Éducation, comprenant les deux sujets - l'éducation de base et le développement des compétences professionnelles. Cette stratégie adopte une perspective de politique de développement. Elle développe les intersections entre l'éducation de base et le DCP (interconnexion) et réitère l'importance des intersections avec le développement du secteur privé et l'emploi, conformément au renforcement des systèmes nationaux d'EFP. La prise de position du Secrétariat d'Etat à l'économie sur le développement des compétences dans le cadre de la coopération économique au développement guide l'engagement accru du SECO dans ce domaine.

[Fiche d'orientation de la DDC - Education](#)

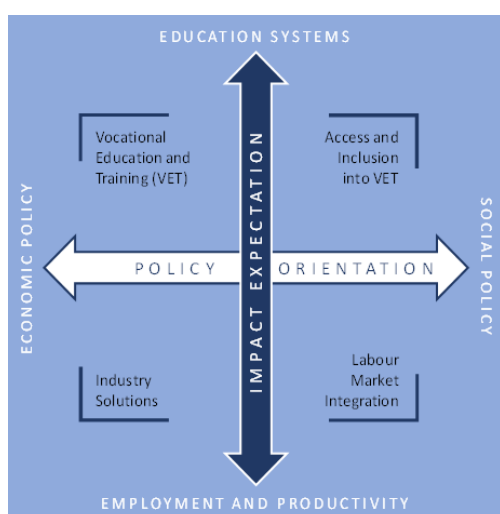
[Examen externe de la stratégie en matière d'éducation](#)

[Prise de position du SECO sur le DCP](#)

Typologie des approches DCP

Le DCP relevant de différents domaines politiques et les attentes étant diverses, il n'existe pas d'approche unique. Le développement des compétences professionnelles répond à différentes finalités et poursuit des objectifs différents, parfois même contradictoires, même si tous ont pour objectif à long terme l'emploi et le revenu. C'est pourquoi une typologie des approches de DCP a été élaborée, sur la base d'un système de coordination qui structure le paysage des interventions possibles en matière de DCP et qui aide à fixer les priorités et à les répartir dans le temps, en fonction du contexte.

L'axe horizontal montre qu'en fonction des priorités du contexte, les projets (ou leurs composantes) sont souvent conçus pour poursuivre des objectifs plus sociaux (logique d'inclusion/exclusion, LNOB) ou plus économiques (logique de rentabilité économique) :



Les objectifs de la politique sociale répondent à la demande sociale des jeunes qui quittent l'école, poursuivent l'intégration des chômeurs sur le marché du travail ou facilitent l'accès et l'inclusion de tout groupe dont la participation aux programmes éducatifs est entravée par des obstacles spécifiques.

Les objectifs de la politique économique répondent à la demande existante sur le marché du travail et contribuent à la qualité, à la productivité, à la compétitivité et à la capacité d'innovation de l'économie nationale, des industries et des entreprises individuelles.

L'axe vertical montre que les interventions adoptent différentes approches pour atteindre les objectifs mentionnés ci-dessus :

Soit ils contribuent principalement à l'objectif à long terme de développement de **capacités éducatives nationales durables et de systèmes d'EFP (inclusifs)** ;

ou ils sont conçus pour avoir un impact immédiat et mesurable sur la **réduction du chômage, du sous-emploi ou l'augmentation de la productivité**, en répondant aux pénuries de compétences dans les entreprises, les secteurs économiques ou les marchés du travail.

Le système de coordination divise donc le paysage des projets de DCP en quatre approches prototypiques : Enseignement et formation professionnels (EFP), accès et inclusion dans l'EFP, solutions industrielles, intégration dans le marché du travail. Ces quatre approches ont des objectifs différents et produisent des résultats différents. En réalité, de nombreux projets ne suivent pas exclusivement une seule approche. Ils combinent plutôt différentes approches dans différentes composantes du projet ou pendant la durée de vie du projet, qui peuvent trouver leur place dans le système de coordination en conséquence. Au cours des dernières années, les thèmes "DCP et engagement du secteur privé" et "DCP en contexte fragile" sont apparus comme des sujets importants pour la mise en œuvre du DCP.

Sur la base de la typologie susmentionnée, quatre fiches supplémentaires (Add-ons) ont été produites afin de présenter les approches possibles en ce qui concerne

- Rôles et intérêts du secteur privé
- Questions de gouvernance dans le DCP
- Engagement avec le secteur privé
- Enseignement et formation professionnels mixtes

[Outil de typologie des projets DCP et ses compléments](#)

[DCP et ESP : former des partenariats avec le secteur privé](#)

[DEI/DCP dans les contextes fragiles](#)

[Financement de l'infrastructure de l'EFP](#)

Formation professionnelle duale et compétences suisses



En Suisse et dans d'autres pays comme l'Autriche, l'Allemagne et le Liechtenstein, la formation professionnelle est principalement basée sur le système dit dual. Ce système se caractérise notamment par une forte collaboration avec le secteur privé - par

[Page web - DC dVET](#)

le biais d'entreprises individuelles et d'organisations professionnelles (voir la page web DCdVET). Dans les projets de la DDC, les concepts de formation professionnelle duale sont adaptés aux conditions du pays partenaire, en tenant compte des structures existantes - et en évitant d'utiliser le système dual suisse comme modèle. Selon l'orientation du projet, cette adaptation peut prendre des formes très différentes.

Le **Comité des donateurs pour la formation professionnelle duale (DC dVET)**, dont la DDC est l'un des membres fondateurs, est au service des opérations de la DDC. Il promeut la formation professionnelle duale dans le cadre de la coopération internationale et constitue un centre de connaissances et d'échanges sur ce thème, basé sur l'expertise et les compétences suisses.

DCP et migration

La migration est l'un des principaux phénomènes des premières décennies du 21^e siècle. Le DCP soutient l'inclusion sociale et économique en général, et plus particulièrement l'intégration dans les marchés du travail et dans l'éducation et la formation. Il peut donc s'agir d'une approche efficace pour aider les sociétés d'accueil et les migrants (y compris les réfugiés) à tirer le meilleur parti des possibilités de migration et à relever les défis que la migration peut poser aux individus et aux sociétés. Nous savons qu'un bon niveau d'éducation et de formation aide les migrants à tirer parti des opportunités de migration et à relever les défis typiques de la migration. Par conséquent, l'éducation et la formation des migrants profiteront également à la société et à l'économie dans son ensemble.

[Working aid DCP et migration](#)

Les partenaires de la DDC dans le domaine du DCP

Le succès de l'enseignement et de la formation professionnels repose sur une collaboration étroite avec une large alliance de partenaires issus des ministères, des autorités locales, des écoles professionnelles, des ONG et, ce qui est le plus important, du secteur privé. Le développement de ces partenariats est une priorité pour la DDC.

[Compétences OIT](#)

[L'UNESCO](#)

Dans de nombreux pays, la DDC travaille avec d'autres donateurs bilatéraux. Une coopération particulièrement étroite existe avec l'Allemagne, l'Autriche et le Liechtenstein, les pays qui ont uni leurs forces dans le cadre de la DC dVET (voir ci-dessus). L'Organisation internationale du travail (OIT), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et diverses banques de développement sont des partenaires clés au niveau multilatéral.

Afin de tirer parti de l'expertise suisse, une coordination étroite est maintenue avec d'autres offices fédéraux suisses et l'Institut fédéral des hautes études en formation professionnelle (IFFP). En outre, la DDC travaille en partenariat avec le Forum suisse pour le développement des compétences et la coopération internationale (FoBBIZ). Certains projets sont mis en œuvre par des ONG suisses ou d'autres organismes spécialisés.

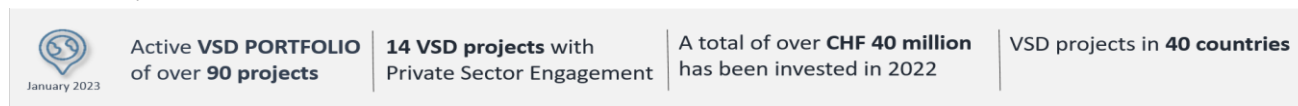
[La coopération internationale de la Confédération suisse en matière de formation professionnelle](#)

[Institut fédéral suisse pour la formation professionnelle \(IFFP\)](#)

[Forum pour le développement des compétences et la coopération internationale \(FoBBIZ\)](#)

Portefeuille de projets DCP

Le DCP est inclus dans la majorité des stratégies de coopération nationales ou régionales de la DDC (32 sur 37 analysées). Dans la plupart des cas, le DCP est une composante du domaine "Développement économique local" (21 stratégies de coopération).



Orientations pour la planification, la mise en œuvre et le suivi des projets

Un certain nombre d'outils destinés aux planificateurs et aux praticiens ont été mis au point pour améliorer la qualité et l'efficacité du pilotage des projets de DCP tout au long du cycle du projet.

- Typologie des DCP (voir ci-dessus)
- Comprendre et analyser les systèmes d'enseignement et de formation professionnels - document d'introduction
- Lignes directrices annotées pour les propositions d'entrée et de crédit dans le DCP
- Aide au travail sur l'utilisation des indicateurs dans les programmes de développement des compétences professionnelles (DCP), y compris les indicateurs de référence agrégés et thématiques (IRA et IRT).
- Aide au travail sur l'analyse coûts-bénéfices dans le cadre du DCP, y compris un classeur Excel.

Les outils sont continuellement mis à jour pour suivre les tendances actuelles et se conformer aux lignes directrices stratégiques et autres. Nous vous recommandons donc de consulter régulièrement notre shareweb pour les mises à jour ou de vous abonner à la lettre d'information du Développement économique inclusif.

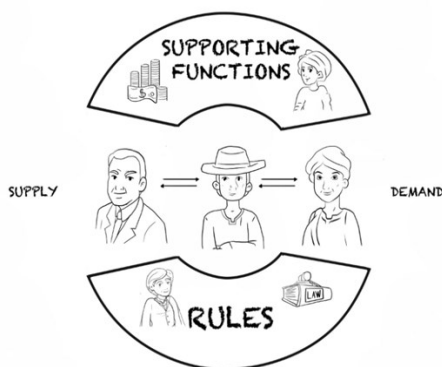
<u>Outil d'introduction et d'analyse du DCP</u>	<u>Lignes directrices pour les propositions d'entrée et de crédit dans le DCP</u>	<u>Aide au travail sur les indicateurs DCP</u>	<u>Analyse coûts-bénéfices de l'aide au travail et le classeur Excel de l'ABC</u>
---	---	--	---



4. Développement du secteur privé - DSP

Les entreprises privées sont l'épine dorsale de l'économie nationale et jouent un rôle essentiel dans la réalisation des objectifs de développement durable (ODD).

Le DSP dans la coopération suisse au développement



Par le biais du développement du secteur privé (DSP), la DDC

[Introduction DSP](#)

vise à créer des incitations pour des activités durables et inclusives du secteur privé, offrant des opportunités économiques de qualité aux pauvres, en particulier aux jeunes et aux femmes (ODD 5). Le renforcement des entreprises du secteur privé est une force motrice importante pour la création d'emplois et de revenus inclusifs (ODD 8) et, en fin de compte, pour la réduction de la pauvreté (ODD 1).

Dans la stratégie de coopération internationale 2021-2024, la contribution à la croissance économique durable, au développement du marché et à la création d'emplois décents (développement économique) a été déclarée comme l'un

des quatre objectifs principaux. L'accent est mis sur l'emploi. L'emploi est un facteur clé pour l'économie et la réduction de la pauvreté. Dans les pays en développement, la Suisse soutient le renforcement des conditions-cadres ainsi que des solutions innovantes pour le développement économique et la promotion du secteur privé, qui est un employeur important.

Toutefois, le développement du secteur privé ne suffit pas à assurer un développement économique inclusif. Les entreprises ont besoin de capitaux d'investissement et de travailleurs qualifiés pour créer des emplois. Il est donc important de compléter le DSP par le développement des compétences professionnelles (DCP) et le développement du secteur financier (DSF). Pour plus d'informations, voir l'orientation à moyen terme du DEI de la DDC.

La coopération et le développement économiques du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) se concentrent sur la croissance économique inclusive et sur la création d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité grâce à des conditions-cadres économiques et commerciales plus favorables.

Développement des systèmes de marché et des chaînes de valeur

De nombreux projets de la DDC dans le domaine du DSP adoptent une approche sectorielle, c'est-à-dire qu'ils se concentrent sur un ou quelques secteurs ou chaînes de

[Introduction DSM](#)

valeur. L'objectif final est d'améliorer les revenus et la situation de l'emploi des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) dans ces chaînes de valeur. Souvent, la DDC cible les chaînes de valeur agricoles et donc les (micro-)entreprises agricoles en tant que bénéficiaires finaux. Cependant, la DDC soutient également les opportunités de revenus et d'emplois dans des secteurs non agricoles, tels que le tourisme, les technologies de l'information et de la communication (TIC), la construction, etc. Pour obtenir des améliorations durables dans les chaînes de valeur, il est essentiel d'adopter une approche systémique. Celle-ci met fortement l'accent sur l'environnement favorable (règles formelles et informelles qui influencent les chaînes de valeur) ainsi que sur les services d'appui tels que les services financiers ou les conseils en développement d'entreprise pour les MPME, qui sont nécessaires à long terme. L'approche du développement des systèmes de marché (DSM) est la principale approche de la DDC en matière de DSP. Le DSM étant une approche systémique dont la pertinence va au-delà du DSP, il est considéré comme une approche générale "comment faire" pour l'ensemble du domaine de la promotion de l'emploi et des revenus (DSP, DSP et DCP). Elle est partiellement utilisée dans d'autres domaines thématiques de la DDC (par exemple, l'eau et l'assainissement, les systèmes alimentaires). L'approche DSM met l'accent sur l'obtention

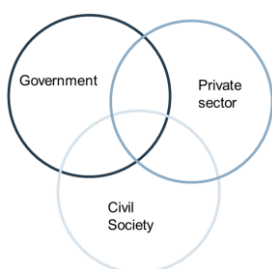
de résultats durables à l'échelle grâce à une analyse approfondie des systèmes de marché, un rôle de facilitateur du projet ainsi que des principes de gestion adaptative. Les codes ci-dessous (**vidéo et 2-pager**) fournissent une brève introduction à l'approche DSM. En outre, la DDC a publié un **document d'orientation interne** destiné aux membres du personnel de la centrale et des bureaux de coopération sur la manière de gérer les projets de DSM.

[Vidéo d'introduction au DSM](#)

[Dossier de 2 pages sur le DSM](#)

[Orientations internes de la DDC sur le DSM](#)

Développement économique local



Le développement économique local (DEL) est une approche spatiale que les projets de DSP adoptent pour soutenir les opportunités de revenus et d'emplois dans des territoires spécifiques. Ce choix est motivé par le fait que les territoires ont des caractéristiques distinctes et qu'ils sont pertinents pour les processus de développement économique. Le DEL intègre à la fois les perspectives économiques et de gouvernance. Les principaux acteurs du DEL sont le gouvernement à tous les niveaux, en particulier le gouvernement local ; le secteur privé, y compris les employeurs et les associations

[Introduction au DEL](#)

[Fiche d'orientation de la DDC sur le DEL](#)

industrielles ; et la société civile. Le DEL partage un certain nombre de caractéristiques avec l'approche DSM (expliquée ci-dessus) en termes de perspective systémique et multipartite du développement économique. Le réseau DEI et le réseau Démocratisation, décentralisation et gouvernance locale (DDGL) ont préparé un **guide sur le DEL**, qui donne une vue d'ensemble de l'approche DEL ainsi que des exemples de projets de la DDC.

industrielles ; et la société civile. Le DEL partage un certain nombre de caractéristiques avec l'approche DSM (expliquée ci-dessus) en termes de perspective systémique et multipartite du développement économique. Le réseau DEI et le réseau Démocratisation, décentralisation et gouvernance locale (DDGL) ont préparé un **guide sur le DEL**, qui donne une vue d'ensemble de l'approche DEL ainsi que des exemples de projets de la DDC.

Autonomisation économique des femmes

L'intégration de la dimension de genre dans les DSP est essentielle pour favoriser les opportunités de revenus et d'emplois pour les femmes et les hommes. Si l'égalité des sexes est l'objectif général, le concept d'**émancipation économique des femmes (EEF)** correspond plus spécifiquement au champ d'influence des projets de DSP. Bien que les hommes ne soient pas la cible principale de l'intégration de l'EEF, l'impact sur eux doit également être pris en compte, en particulier en ce qui concerne le pouvoir de décision.

[Introduction EEF](#)

[Fiche d'orientation EEF dans le DSM](#)

[Bibliothèque du DCED sur les EEF](#)

La EEF est définie par les éléments suivants :

- Progrès économique - augmentation des revenus et du rendement du travail
- Accès aux opportunités et aux chances de vie, telles que la formation professionnelle et les offres d'emploi
- Accès aux ressources, aux services et au soutien nécessaires pour progresser sur le plan économique
- Capacité de prise de décision économique et voix au chapitre dans différents domaines, y compris les finances du ménage
- Des charges de travail gérables, tenant compte des demandes de soins non rémunérés.

La DDC a produit une fiche d'orientation sur l'EEF qui oriente le personnel et les partenaires de la DDC sur l'intégration de l'EEF dans la conception des projets, l'analyse des systèmes de marché, la facilitation des interventions avec les partenaires et le suivi et l'évaluation (S&E). Dans les projets de DSP, il est important de trouver et de mettre en évidence les arguments commerciaux en faveur de l'EEF. Cela signifie que les acteurs du secteur privé ont besoin d'incitations claires (commerciales, sociales ou les deux) s'ils veulent employer des femmes ou leur fournir des services, acheter auprès de productrices ou leur fournir des intrants. En tant que productrices et consommatrices, les femmes constituent un vaste marché potentiel pour les acheteurs/fournisseurs de services. C'est ce qui sous-tend l'argumentation de nombreuses analyses de rentabilité. Le **Comité des donateurs pour le développement de l'entreprise (DCED)** dispose d'une bibliothèque contenant de nombreuses **publications** intéressantes **sur l'EEF** qui permettent d'approfondir le sujet.

DSP et ESP

La DDC fait la distinction entre le développement du secteur privé (DSP) et l'engagement du secteur privé (ESP). Le DSP est un domaine thématique dans lequel les MPME sont les bénéficiaires des projets de la DDC. L'ESP, quant à lui, est une

[Orientation ESP dans les DSM](#)

modalité de travail dans laquelle la DDC s'associe à des acteurs du secteur privé pour co-initier, cofinancer et co-piloter des projets ayant un impact positif sur le développement. Ces partenaires du secteur privé comprennent des entreprises de toutes tailles, des entreprises sociales (voir encadré), des investisseurs, etc. La modalité ESP peut être utilisée dans le cadre du DSP et dans tout autre domaine thématique. Le réseau e+i (aujourd'hui E+E) a produit un **guide pratique sur la manière de former des partenariats avec le secteur privé dans le** contexte du DSP, et plus particulièrement du développement des systèmes de marché.

Entrepreneuriat social

Les entrepreneurs sociaux placent l'impact social et environnemental au cœur de leurs activités et contribuent à relever les défis du développement en utilisant une approche entrepreneuriale. Ils encouragent ainsi d'autres entreprises à copier et à améliorer leurs idées. Ce sont des acteurs de niche dans l'économie globale, mais ils constituent une communauté en pleine croissance avec un grand potentiel en termes de solutions innovantes qui peuvent contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable. Afin d'identifier des solutions innovantes aux problèmes sociaux et environnementaux, la DDC soutient l'entrepreneuriat social.

Norme du DCED pour la mesure des résultats

Le DCED vise à partager des informations sur ce qui fonctionne en matière de DSP - sur la base d'expériences pratiques et de preuves de résultats. La **norme du DCED pour la mesure des résultats** est un cadre pratique en sept parties. Il permet aux projets de suivre les progrès accomplis dans la réalisation de leurs objectifs et de mieux mesurer les changements, de gérer la mise en œuvre et de démontrer les résultats. Les chaînes de résultats sont un élément clé de la norme DCED. Le développement de la norme DCED pour la mesure des résultats a été soutenu par divers donateurs, y compris la DDC, et est appliqué par des programmes actifs dans le cadre du DSP, dont beaucoup appliquent l'approche DSM. Le DCED facilite les évaluations indépendantes (audits) des systèmes de mesure des résultats des organisations et des programmes. La DDC a publié un **document sur les bonnes pratiques** qui met l'accent sur les rôles et les responsabilités des gestionnaires de programmes de la DDC pour s'assurer que les projets peuvent utiliser, et utiliseront effectivement, un système de suivi et de mesure des résultats (SMR) conforme à la norme de la DCED. Le SMR est étroitement lié à l'**analyse coûts-bénéfices (ACB)**, qui est un processus systématique de calcul et de comparaison des avantages et des coûts des investissements dans le temps. La **comparaison** entre l'**ACB** et la **norme DCED** permet de comprendre comment les deux méthodologies se renforcent mutuellement.

[Standards de Mesure des Résultats du DCED](#)

[Bonnes pratiques SRM pour le personnel de la DDC](#)

[Comparaison entre la norme DCED et l'ACB](#)

Les partenaires de la DDC dans la DSP

La DDC collabore étroitement avec les plateformes internationales suivantes sur le thème de la DSP:

[DCED](#)

La **DCED** est un forum d'apprentissage sur les moyens les plus efficaces de créer des opportunités économiques pour les pauvres, conformément aux ODD, et sur la base d'expériences pratiques en matière de DSP. Le site web du DCED est la principale source de connaissances sur le DSP.



[Échange BEAM](#)

BEAM Exchange est une plateforme spécialisée dans l'échange de connaissances et l'apprentissage des approches de DSM, sous l'égide du DCED. BEAM signifie Building Effective and Accessible Markets (Construire des marchés efficaces et accessibles). L'objectif de BEAM Exchange est de soutenir et d'encourager les bonnes pratiques, en fournissant une passerelle vers le savoir-faire pour les conseillers politiques, les chefs d'équipe, les praticiens, les chercheurs et les consultants.





5. Développement du secteur financier - DSF

La DDC est active dans le domaine du développement du secteur financier (DSF) depuis les années 1970. Elle considère le DSF comme une stratégie importante pour la réduction de la pauvreté. Elle concentre ses efforts sur la promotion de l'accès et de l'utilisation d'une gamme de services et de produits financiers axés sur le client, responsables et durables pour les groupes à faible revenu.

Le DSF dans la coopération suisse au développement

Le DSF fait partie du domaine thématique de l'emploi et du revenu (e+i) au sein de la DDC. L'orientation à moyen terme du DEI décrit les principaux axes de travail de la DDC en matière de DSF. La DDC considère la **promotion de l'épargne comme** une première étape clé dans l'intégration financière des personnes à faibles revenus. Elle favorise également l'**accès et l'utilisation des crédits** en soutenant les institutions de microfinance dans le but d'offrir des services financiers diversifiés et adaptés aux besoins des ménages, des micro et petits entrepreneurs, des agriculteurs et des agricultrices. En outre, elle se concentre de plus en plus sur le développement des marchés de l'assurance agricole et des **régimes d'assurance contre** les catastrophes, en collaboration avec des sociétés de réassurance mondiales, afin de franchir cet obstacle à l'intégration financière.

[Introduction au DSF](#)

[Boîte à outils DSF](#)

L'inclusion financière est positionnée de manière prééminente en tant que **catalyseur** d'autres objectifs de développement dans l'Agenda 2030 et les Objectifs de développement durable, où elle figure en tant que cible dans huit des dix-sept objectifs. En conséquence, la DDC reconnaît le rôle important de l'**inclusion financière en tant que catalyseur d'autres objectifs de développement**. Par conséquent, de nombreux programmes de la DDC comportent des composantes d'inclusion financière pour faciliter la réalisation de leurs objectifs.

Il existe des liens et des synergies systémiques entre le DSF et les deux autres thèmes, le développement du secteur privé (DSP) et le développement des compétences professionnelles (DCP). Pour que les micro, petites et moyennes entreprises prospèrent, l'accès aux services financiers est essentiel. De même, les jeunes ont besoin d'une éducation financière plus poussée, afin d'être en mesure d'épargner et de demander des crédits en cas de besoin (par exemple pour (co)financer leur formation professionnelle ou créer leur propre entreprise).

Stratégies en matière de DSF

La politique de la DDC pour le développement du secteur financier précise la raison d'être, l'objectif et l'orientation stratégique de l'approche de la DDC en matière de développement du secteur financier. Elle offre des conseils stratégiques aux décideurs de la DDC au siège et dans les bureaux de coopération, aux agences suisses, internationales et nationales chargées de l'exécution, ainsi qu'aux consultants, afin de garantir la cohérence et l'efficacité des projets de développement du secteur financier. Il guide également les positions de la DDC dans les organisations multilatérales.

La DDC adopte une approche de développement des systèmes de marché (DSM) pour le DSF, visant la durabilité et l'échelle en renforçant les secteurs financiers à quatre niveaux : la demande, l'offre, l'infrastructure et les conditions-cadres (politique, réglementation et supervision).

[Politique en matière de DSF](#)

[Réglementation de la microfinance](#)

[Lignes directrices pour les bailleurs de fonds de la microfinance](#)

Inclusion financière

L'inclusion financière est une condition dans laquelle les individus, les ménages et les entreprises ont accès et utilisent des services financiers formels et abordables qui répondent à leurs besoins et qui sont fournis de manière responsable et durable. En promouvant l'inclusion financière, la DDC vise à offrir des services et des produits financiers rentables, complets et spécifiquement adaptés aux besoins des pauvres. Ces services ne se limitent pas au seul crédit. Ils comprennent des produits et services financiers destinés aux personnes à faible revenu, tels que l'épargne, les services de paiement, la micro-assurance, les programmes de crédit, les transferts de fonds et des services tels que les programmes d'éducation financière. La DDC soutient un large éventail d'institutions financières qui offrent des services et des produits aux groupes de clients pauvres, tels que les banques, les institutions de microfinance, les coopératives, les associations villageoises d'épargne et de crédit, etc. afin de faciliter l'accès et l'utilisation de produits et de services financiers adaptés aux pauvres. Cela reste l'un des principaux défis à relever pour vaincre la pauvreté.

[Lignes directrices - Approche des systèmes de marché pour l'inclusion financière](#)

[Inclusion financière des femmes \(fiche d'orientation\)](#)

Épargne

La DDC considère que l'épargne est particulièrement importante pour les ménages aux revenus modestes et irréguliers ainsi que pour les femmes. Les ménages doivent épargner de l'argent afin de réduire leur vulnérabilité aux chocs négatifs, tels que les catastrophes naturelles, les mauvaises récoltes, les pertes d'emploi, les maladies ou les décès au sein de la famille. L'épargne, en nature ou en espèces, permet de créer un filet de sécurité.

[Introduction à l'épargne](#)

Pour la DDC, l'épargne est l'un des principaux produits financiers permettant aux pauvres de subvenir à leurs besoins. Il existe différentes méthodes d'épargne qui permettent aux pauvres de s'intégrer financièrement, allant de la détention de comptes d'épargne à l'épargne de groupe et, plus récemment, à l'épargne digitale, toutes des méthodes soutenues par la DDC.

[Mobiliser l'épargne](#)

[Services d'épargne formelle pour les ménages à faibles revenus et vulnérables](#)

Crédits pour les micro, petites et moyennes entreprises (MPME)

En raison de divers défis tels que des méthodologies de crédit inadéquates, un manque d'intérêt de la part des institutions financières ou des risques fortement perçus, **dans de nombreux pays, les MPME n'ont qu'un accès limité au crédit et à d'autres services financiers.** La DDC soutient spécifiquement les institutions et les initiatives qui visent à offrir une large gamme de services financiers aux MPME sur une base rentable et économiquement durable. La DDC soutient également la fourniture d'informations pertinentes sur le marché ainsi que la formation du personnel des institutions financières. Cette fiche d'orientation de la DDC présente le concept et les principaux aspects du crédit responsable. Elle fournit des conseils sur la manière de concevoir, de préparer, de mettre en œuvre et de suivre efficacement les projets de la DDC.

[Introduction Crédits](#)

[Directives de la DDC - Crédit responsable](#)

Le soutien de la DDC à l'accès des MPME au financement est complémentaire de ses stratégies dans le domaine du développement du secteur privé (DSP). A travers ce dernier, la DDC soutient l'accès des MPME à des **compétences en gestion d'entreprise et à des initiatives de renforcement des capacités** afin qu'elles puissent gérer **efficacement des produits financiers adaptés.**

L'assurance inclusive

Le terme "assurance inclusive" englobe de nombreuses approches différentes visant à offrir des produits d'assurance appropriés et abordables aux populations non desservies, mal desservies, vulnérables ou à faible revenu dans les marchés émergents. Ces approches vont de la micro-assurance pour les personnes ayant très peu de revenus disponibles à de nouveaux produits et services pour une classe moyenne émergente dans le monde entier qui n'est pas desservie par l'assurance traditionnelle. La microassurance est un **produit de microfinance qui aide les pauvres à gérer les risques** (maladie, décès, mauvaises récoltes, etc.) en se basant **sur les principes de l'assurance traditionnelle, adaptés aux besoins et à la capacité de paiement des pauvres**. La DDC soutient le développement de **mécanismes d'assurance innovants pour les populations pauvres** en collaborant avec des partenaires locaux et internationaux, ainsi qu'avec des entreprises privées. Les principaux domaines sont le soutien aux fournisseurs commerciaux et non commerciaux de services d'assurance ainsi qu'aux coopératives et aux groupes d'entraide dans le développement de nouveaux produits, de stratégies de distribution ou de réseaux de vente efficaces, ainsi que la formation des différents acteurs.

<u>L'assurance inclusive</u>	<u>Assurance contre les catastrophes pour les agriculteurs et les ménages vulnérables</u>	<u>Assurance agricole et assurance contre les catastrophes</u>
--	---	--

Éducation financière

L'éducation financière consiste à acquérir des connaissances, des compétences et des attitudes. La DDC encourage l'*éducation financière* de ses groupes cibles afin qu'ils appliquent ces

[Étude de cas Éducation financière pour les pauvres](#)

[Les compétences en éducation financière permettent-elles aux pauvres de s'émanciper ?](#)

[Éducation financière](#)

compétences et connaissances pour comprendre les produits financiers tels que les comptes d'épargne et pour gérer des économies modestes ou des microcrédits. L'éducation des consommateurs et l'éducation financière sont nécessaires pour aider les clients pauvres à évaluer les risques relatifs des options disponibles et à les utiliser pour gérer plus efficacement les finances du ménage.

Investissement

L'investissement d'impact concerne les investissements réalisés dans des entreprises, des organisations et des fonds avec l'intention de

[Incitations à l'impact social \(SIINC\)](#)

[Financement mixte pour les entrepreneurs sociaux](#)

générer un impact social et environnemental parallèlement à un rendement financier. L'investissement d'impact est important pour attirer des capitaux d'investissement à long terme.

Le financement mixte est l'utilisation stratégique du financement du développement et des fonds philanthropiques pour mobiliser des flux de capitaux privés vers les marchés émergents et frontières. Le Social Impact Incentive (SIINC), co-développé par la DDC, est un exemple de financement mixte. Le SIINC est un instrument de financement qui récompense les entreprises à fort impact en leur versant des primes pour leur impact social ou écologique. Les revenus supplémentaires leur permettent d'améliorer leur rentabilité et d'attirer des investissements pour passer à l'échelle supérieure. Le SIINC peut donc servir de levier efficace aux fonds publics ou philanthropiques pour catalyser l'investissement privé sur des marchés mal desservis à fort potentiel d'impact social ou écologique.

Protection sociale

La protection sociale est l'ensemble des initiatives publiques et privées conçues pour soutenir toutes les personnes tout au long de leur vie, en les protégeant contre les risques sociaux et économiques et en leur garantissant des moyens de subsistance durables. Des systèmes de protection sociale bien conçus garantissent un revenu minimum et un accès équitable aux services essentiels pour les pauvres et les personnes vulnérables, permettent de faire face aux chocs et garantissent la dignité. La protection sociale permet à la fois d'éviter de tomber dans la pauvreté aiguë et de sortir durablement de la pauvreté.

[Protection sociale](#)

Programmes de Transferts Monétaires (PTM)

Les programmes de transferts monétaires (PTM) peuvent être définis comme la fourniture d'argent ou de bons à des individus ou à des ménages, soit comme aide d'urgence pour répondre à des besoins de base, soit comme aide au redressement pour protéger/rétablir des activités économiques productives. Ils peuvent être utilisés dans le cadre de la préparation, de l'intervention d'urgence ou du relèvement.

[Shareweb PTM](#)

Les transferts monétaires peuvent être conditionnels ou inconditionnels. L'argent liquide remis aux bénéficiaires sans que ceux-ci n'aient à faire quoi que ce soit de spécifique pour recevoir le transfert est décrit comme un transfert de fonds *inconditionnel*. Si les bénéficiaires sont tenus d'effectuer une activité pour obtenir le transfert d'argent, il s'agit d'un programme de transferts monétaires *conditionnels*. Les activités peuvent inclure la fourniture d'un travail (par exemple, pour créer des actifs ou restaurer des infrastructures publiques), la participation à des examens de santé, à l'école ou à une formation, ou encore la réhabilitation/reconstruction d'un abri. Ainsi, les programmes conditionnels de transferts monétaires offrent un levier supplémentaire pour promouvoir un comportement souhaitable parmi les bénéficiaires. En revanche, la mise en œuvre et le suivi de ces programmes nécessitent davantage de ressources.

La [présentation](#) introductive [sur les PTM](#) fournit des informations supplémentaires sur les avantages, les limites et les conditions préalables de l'approche par les transferts monétaires, ainsi qu'une vue d'ensemble des tendances actuelles. La [vidéo](#) produite par ODI vous présente les "10 choses à savoir sur les transferts monétaires" en quatre minutes.

Mesure des résultats

En plus des Standards de Mesure des Résultats du Comité des donateurs pour le développement des entreprises (DCED) et de la méthode Analyse coûts-bénéfices (ACB), la mesure des performances sociales est d'une grande pertinence dans le contexte du développement du secteur financier et de l'inclusion financière. Les Normes universelles pour la gestion des performances sociales ("Normes universelles"), ainsi que les lignes directrices et les outils fournis par le réseau thématique international du Groupe de travail sur la performance sociale (Social Performance Task Force - SPTF) sont des ressources utiles et importantes pour le suivi des performances sociales.

[Norme du CDDE pour la mesure des résultats](#)

[Analyse coûts-bénéfices](#)

[Gestion des performances sociales](#)

[Gestion de la performance sociale et reporting](#)

Conseils tout au long du cycle du projet


Le manuel de gestion du cycle de projet (GCP) sur les projets de DSF complète la politique de la DDC en matière de DSF et fournit des conseils axés sur la pratique. Il s'adresse aux responsables de programmes de la DDC et aux représentants des partenaires et est structuré selon les phases de la GCP. En outre, un certain nombre d'études de cas sont disponibles comme source d'inspiration et d'illustration de différents exemples de projets de DSF.


[Manuel GCP](#)


[Études de cas DSF \(voir études de cas\)](#)


Les partenaires de la DDC dans le DSF


La DDC collabore notamment avec les ministères et les autorités de surveillance financière des pays partenaires, ainsi qu'avec le secteur financier suisse et les investisseurs d'impact internationaux. D'autres partenaires sont des centres d'excellence et des réseaux tels que :

 **Social Performance Task Force (SPTF)**, une organisation mondiale de membres qui œuvre à la promotion de la gestion des performances sociales (SPM) - un style de gestion qui place les clients au centre de chaque décision.

 **Le Groupe consultatif d'assistance aux pauvres (CGAP)** est un partenariat mondial regroupant plus de 30 organisations de développement de premier plan qui s'efforce d'améliorer les conditions de vie des pauvres par le biais de l'inclusion financière.

 **Le Fonds suisse d'investissement pour les marchés émergents (SIFEM)** est l'institution de financement du développement de la Confédération suisse. SIFEM promeut une croissance économique à long terme, durable et à large assise dans les pays en développement et émergents en fournissant un soutien financier aux petites et moyennes entreprises (PME) commercialement viables ainsi qu'aux entreprises à croissance rapide, ce qui contribue à créer des emplois sûrs et permanents et à réduire la pauvreté.

 **Le Micro Insurance Network (MIN)** est une association à but non lucratif d'organisations et d'individus qui se sont engagés à construire un monde où les personnes de tous niveaux de revenus sont plus résilientes et moins vulnérables aux risques quotidiens et catastrophiques grâce à un meilleur accès à des outils efficaces de gestion des risques, y compris les services d'assurance.

 **Le Swiss Capacity Building Facility (SCBF)** a été créé en 2011 en tant que partenariat public-privé de développement entre le secteur financier suisse et la DDC pour promouvoir l'inclusion financière dans les économies en développement et émergentes. Le SCBF soutient les institutions financières dont la mission sociale est clairement de servir les personnes à faible revenu, en particulier les femmes et les petits exploitants agricoles.

<u>SCBF</u>
<u>SIFEM</u>
<u>SPTF</u>
<u>CGAP</u>
<u>MIN</u>



6. Engagement du secteur privé - ESP

Un secteur privé dynamique est une force motrice essentielle pour réduire la pauvreté dans le monde et promouvoir le développement durable. Ainsi, l'Agenda 2030 ne peut être réalisé qu'en unissant les forces de toutes les parties prenantes concernées, y compris le secteur privé. C'est pourquoi la **Stratégie de coopération internationale 2021-24** de la Suisse accorde une priorité croissante à la mobilisation de l'expertise et des ressources du secteur privé.

Pourquoi s'engager avec le secteur privé ?

L'engagement du secteur privé est un élément crucial du travail de la DDC. L'urgence de s'engager avec le secteur privé est réelle : Selon la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), 2 500 milliards de dollars sont nécessaires chaque année pour financer les Objectifs de développement durable (ODD). S'il est bien mené, l'engagement du secteur privé peut débloquer des synergies et soutenir la réalisation des objectifs d'impact spécifiques de la DDC - une situation où tout le monde est gagnant. Les entreprises ont un rôle crucial à jouer en tant que source d'investissement, moteur de l'innovation et du développement technologique, et en tant que moteur de la croissance économique et de l'emploi. Afin de reconnaître l'importance de l'ESP et de renforcer le partenariat avec le secteur privé, le Centre de compétences pour l'engagement du secteur privé (CEP) a été créé en 2017. Le CEP offre plusieurs outils et formations aux collègues de la DDC à travers le monde pour permettre la planification et la mise en œuvre de projets réussis basés sur un engagement conjoint de la DDC et du secteur privé.



[Introduction à l'ESP](#)

[Orientations générales pour l'ESP](#)

[Manuel ESP](#)

Que signifie l'engagement du secteur privé ?

L'engagement du secteur privé signifie que la DDC et un ou plusieurs partenaires du secteur privé unissent leurs forces dans le cadre d'une intervention de développement axée sur l'impact. Les deux parties - publique et privée - sont propriétaires du projet commun et agissent dans une relation symétrique. La copropriété de l'intervention différencie l'ESP d'autres formes d'interactions avec le secteur privé, telles que les mandats au secteur privé ou les interventions de développement du secteur privé, où le secteur privé des pays partenaires est un bénéficiaire direct.

La DDC peut déléguer son propre rôle dans le partenariat ESP à un responsable de la mise en œuvre. Si les responsables de la mise en œuvre agissent explicitement au nom de la DDC dans le cadre d'un partenariat symétrique avec des partenaires du secteur privé, ils sont également considérés comme des projets ESP. Les initiatives ESP des partenaires multilatéraux qui sont spécifiquement soutenues par la DDC sont également considérées comme des projets ESP.

Qui est qui dans le secteur privé ?

La DDC s'engage dans des initiatives ESP avec les partenaires du secteur privé qui partagent largement son engagement en faveur d'un développement durable. La DDC aligne les intérêts partagés sur une situation gagnant-gagnant.

La DDC s'engage avec différentes catégories d'acteurs du secteur privé : grandes entreprises et multinationales, start-ups et petites et moyennes entreprises (PME), entreprises sociales, investisseurs d'impact et fondations subventionnaires. Chaque catégorie de partenaires du secteur privé a des forces et des atouts spécifiques à faire valoir dans un partenariat.

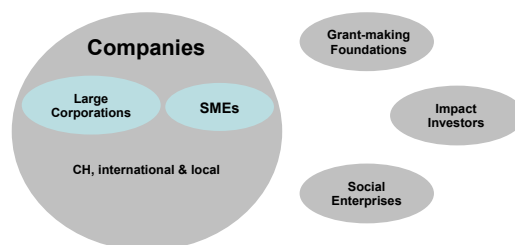
Les grandes entreprises et les multinationales apportent un potentiel considérable de mise à l'échelle : les bonnes pratiques développées dans le cadre d'une coopération avec la DDC peuvent être largement reproduites dans le réseau interne de l'entreprise.

Les entreprises sociales ont pour mission de résoudre des problèmes sociaux ou environnementaux. Leur modèle d'entreprise est donc en adéquation avec les objectifs de la DDC.

Les start-ups et les PME apportent souvent une valeur ajoutée aux projets d'ESP grâce à leurs produits de niche innovants, par exemple les technologies basées sur les satellites qui peuvent être utilisées pour les solutions d'assurance des récoltes pour les petits exploitants agricoles.

S'engager avec des **investisseurs d'impact** permet de catalyser des investissements substantiels axés sur le développement avec des ressources relativement limitées de la DDC. En outre, le créneau de l'investissement d'impact, qui se développe rapidement, a un effet transformateur potentiel à long terme sur le secteur financier, en promouvant des pratiques de financement durable et inclusif.

Les fondations qui accordent des subventions sont généralement l'émanation de grandes entreprises ou de riches entrepreneurs et font donc partie de l'univers des partenaires du secteur privé de la DDC. Elles sont des partenaires importants, en particulier dans les domaines où les investisseurs commerciaux ne sont pas encore prêts à investir en raison des risques ou des coûts de transaction élevés.



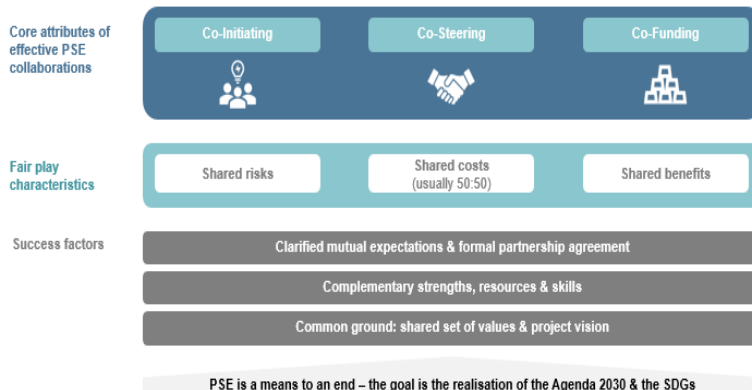
Comment s'engager avec le secteur privé ?

ESP signifie un partenariat de collaboration basé sur des valeurs communes et une responsabilité partagée. Le cadre ci-contre résume les trois points clés à prendre en compte avant et pendant un partenariat avec un ou plusieurs acteurs du secteur privé :

La co-initiation fait référence à l'élaboration conjointe d'un projet, y compris l'identification de nouvelles façons de relever les défis du développement. Une "phase de co-initiation" facultative permet de mieux aligner les objectifs des partenaires.

Le copilotage reflète l'engagement commun des partenaires en faveur de la réussite du projet. En règle générale, la DDC et les partenaires du secteur privé participent activement à l'organe de direction d'un projet d'ESP. Cela peut se faire par le biais de comités de pilotage, dans lesquels les deux parties sont représentées de manière égale - avec un cadre de tâches et de responsabilités clairement défini.

Cofinancement Les acteurs publics et privés doivent avoir leur mot à dire et montrer leur engagement. Par conséquent, sans cofinancement, il n'y a pas d'ESP. En règle générale, la DDC vise à financer au maximum 50 % des coûts du projet, tout en reconnaissant que cette règle ne peut pas être appliquée dans toutes les situations. Les mécanismes de partage des coûts dépendent de facteurs spécifiques et doivent être établis au cas par cas.

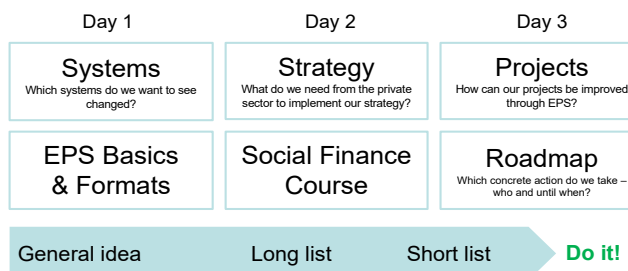


Cette structure générale garantit que les deux parties partagent les risques et les coûts et bénéficient des résultats de manière égale si le projet est mis en œuvre avec succès. La base d'une coopération réussie consiste à clarifier les attentes et les engagements et à conclure un accord de partenariat formel (par exemple, un contrat ou un protocole d'accord).

À votre service - le Centre d'engagement du secteur privé - CEP

Le CEP a pour but de vous aider en vous proposant un mélange d'échange de connaissances, de soutien opérationnel et d'outils pour lancer, gérer et évaluer avec succès des projets d'éducation et de formation tout au long de la vie.

Si vous vous engagez pour la première fois avec le secteur privé, différents instruments sont à votre disposition, par exemple :



Il existe plusieurs possibilités de partenariat avec le secteur privé. Le CEP vous aide en décrivant les formats les plus courants qu'un projet ESP peut prendre et vous guide pour trouver le format qui convient à votre projet. L'outil de recherche de format est une source d'inspiration pour structurer votre projet ESP et peut être consulté sur le Shareweb ESP.

Soutien par des spécialistes externes : Le CEP a mandaté des spécialistes qui peuvent vous soutenir dans la conception et la mise en œuvre de projets ESP, avec un maximum de quatre jours de travail par cas. Veuillez consulter la page shareweb ESP Support & Trainings qui est réservée au personnel du DFAE.

En plus des outils en ligne, le CEP propose un atelier en face-à-face appelé "**Atelier ESP 100**" afin de doter les unités opérationnelles de la DDC d'une expertise concrète

en matière d'ESP. L'atelier est structuré de manière modulaire et dure généralement trois jours. Le premier jour, les participants sont initiés aux bases et aux formats d'ESP. Le deuxième jour est consacré à la stratégie à moyen terme de l'unité opérationnelle et à l'examen systématique de la manière dont le secteur privé pourrait contribuer à la réalisation de cette stratégie. Le troisième et dernier jour est consacré à l'examen du portefeuille, afin de détecter les projets et les partenaires les plus prometteurs et de dresser une liste restreinte d'objectifs et de tâches concrets.

[Apprentissage en ligne de l'ESP](#)

[Soutien et formations à l'ESP \(DFAE uniquement\)](#)

Entrepreneuriat social et d'impact (ESI)

Dans l'univers des partenaires potentiels du secteur privé, les entreprises sociales et d'impact (ESI) - ces entreprises qui ont l'intention de résoudre un problème social ou environnemental - sont un allié naturel pour des acteurs comme la DDC afin d'obtenir des résultats en matière de développement.

[Introduction ESI](#)

Plusieurs raisons rendent la collaboration avec les ESI particulièrement intéressante. Par rapport à d'autres partenaires du secteur privé, il y a un alignement explicite de la vision et de l'engagement à relever un défi de développement. Les ESI s'efforcent d'être rentables et sont durables au-delà du soutien de la DDC, par rapport aux partenaires à but non lucratif. Elles peuvent donc avoir un impact important tout en étant rentables pour la DDC, puisque le soutien n'est que complémentaire et à court terme. Elles peuvent également promouvoir des méthodes très innovantes pour atteindre les ODD, ce qui peut stimuler l'apprentissage à la DDC.

[Orientations - Entreprises sociales et d'impact](#)

[Évaluation ESI et SIINC 2022](#)

[Webinaire ESI 2022](#)

Investir dans une optique de genre (IOG)

L'investissement dans une optique de genre (IOG) ("Gender Lens Investing"), également connu sous le nom de "Gender Smart Investing", est l'intégration délibérée de l'analyse de genre, de l'analyse des investissements et de la prise de décision, où les investissements sont faits dans des entreprises détenues ou dirigées par davantage de femmes et/ou dans des entreprises qui promeuvent l'égalité des sexes sur le lieu de travail, ainsi que dans des produits ou services qui améliorent substantiellement la vie des femmes et des filles, construisant ainsi des économies fortes et résilientes pour l'avenir.

Introduction IOG

En 2022, l'équipe Genre de la DDC a lancé un partenariat avec l'organisation [GenderSmart](#) pour faire avancer le thème de l'IOG.

7. Conduite responsable des entreprises (CRE)

L'Agenda 2030 pour le développement durable appelle à une participation robuste du secteur privé aux efforts de développement mondiaux. La mise en œuvre de normes et de meilleures pratiques en matière de conduite responsable des entreprises (CRE) est essentielle pour que le secteur privé maximise sa contribution aux Objectifs de développement durable (ODD).

Qu'entend-on par conduite responsable des entreprises ?

[Introduction CRE](#)

Définition de l'OCDE : La CRE attend de toutes les entreprises - quels que soient leur statut juridique, leur taille, leur propriété ou leur secteur - qu'elles évitent les impacts négatifs de leurs activités et y remédient, tout en contribuant au développement durable dans les pays où elles exercent leurs activités.

La conduite responsable des entreprises implique le respect des lois, telles que celles relatives au respect des droits de l'Homme, à la protection de l'environnement, aux relations de travail et à la responsabilité financière, même dans les pays où elles sont peu appliquées. Elle implique également de répondre aux attentes de la société - en termes de résultats environnementaux, sociaux et économiques - communiquées par des canaux autres que la loi (par exemple, par des organisations intergouvernementales, sur le lieu de travail, par les communautés locales et les syndicats, ou par la presse). Les documents de référence comprennent les [principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales sur la conduite responsable des entreprises](#), les dix principes du Pacte mondial des Nations unies et les [principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme](#). Au niveau suisse, la CRE est guidée par le [Plan d'action national pour la responsabilité sociale des entreprises \(RSE\)](#), le [Plan d'action national pour les entreprises et les droits de l'homme](#) et les [mesures](#) du gouvernement fédéral en [faveur d'une économie verte pour une Suisse durable et économe en ressources](#).

Les entreprises doivent veiller à ce que leurs activités commerciales ne nuisent ni aux personnes ni à l'environnement. La DDC soutient les plateformes internationales et nationales qui encouragent le secteur privé à s'aligner davantage sur les normes internationales et nationales mentionnées ci-dessus.

En quoi la conduite responsable des entreprises est-elle pertinente pour la DDC ?

Dans son engagement avec le secteur privé :

- La CRE est un moyen pour les acteurs du secteur privé de mettre en œuvre les ODD ;
- La DDC peut contribuer à la diffusion des meilleures pratiques de CRE dans le cadre de son engagement avec le secteur privé et de ses activités de développement économique inclusif.

Dans ses processus internes :

- La CRE est une condition de partenariat avec un acteur du secteur privé.
- Le CRE est un élément clé du processus d'évaluation des risques de l'ESP.
- Dans le cadre de ses activités de dialogue politique :
- Au sein de l'administration fédérale (comité consultatif du PCN, CSR Bundeskerngruppe, Agenda 2030, etc.)
- Au niveau international : CAD de l'OCDE, DCED.

Développement durable et CRE	Plan national Entreprises et droits de l'homme	Directives suisses sur les entreprises et les droits de l'homme Représentations suisses
Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales	Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme	

8. Sélection d'offres de formation dans le domaine de l'économie et de l'éducation

Sélection d'offres de formation BE (y compris l'Education dans les situations d'urgence)

Formation	Durée et fréquence	Type	Langue(s)
Cours spécialisés en ligne de l'IPE-UNESCO pour les professionnels.	6 à 8 semaines	En ligne	Anglais, français ou espagnol
Centre de l'UNICEF pour la formation continue et à distance, DAS Coopération Internationale en Education	4 mois, annuel	Apprentissage à distance ou en personne	Français
Cours de formation continue de l'Institut universitaire de hautes études de Genève	Voir les modalités de cours sélectionnées	Apprentissage à distance, en personne ou mixte	Anglais
Geneva Graduate Institute, cours de formation exécutive sur les financements innovants de l'éducation proposé par NORRAG en partenariat avec l'IPE-UNESCO	18 semaines	Enseignement à distance	Anglais
Réseau Suisse Education & Coopération Internationale (RECI), événements et webinaires sur des thèmes sélectionnés	Par planification	Apprentissage à distance, en personne ou mixte	Anglais et/ou français
Spécifique à l'ESU :			
Centre de formation continue et à distance de l'UNICEF, cours sur l'Education et la formation , y compris des cours sur l'Education en situations d'urgence : <ul style="list-style-type: none"> CAS - Éducation dans les situations d'urgence - Région Moyen-Orient et Europe de l'Est (MEEE) (2022) CAS - Education dans les situations d'urgence - Région Afrique de l'Est et Afrique australe (ESA) (2022) CAS - L'enseignement supérieur dans les situations d'urgence (2022) MAS - Éducation et recherche internationales - Éducation dans les situations d'urgence (2023) 	Voir les modalités de cours sélectionnées	Apprentissage à distance, en personne ou mixte	Anglais ou français
Formation aux normes minimales de l'INEE	Voir le cours de l'INEE	En ligne	Arabe, anglais, français, et espagnol
Programme de développement professionnel sur l'ESU de Save the Children avec différentes options :			
<ul style="list-style-type: none"> Les fondamentaux de l'ESU 	30-40 heures	Face à face ou à distance	Anglais
<ul style="list-style-type: none"> Cours en ligne ESU 	Au rythme de chacun	En ligne	Français, espagnol et arabe
<ul style="list-style-type: none"> Certificat de formation continue sur l'ESU (CAS) accrédité par l'Université de Genève 	250 heures	Mélangé	Anglais

Sélection d'offres de formation DCP

Formation	Durée, fréquence	Localisation	Langue(s)
Centre pour le développement et la coopération (NADEL) de l'ETH Zurich "L'EFP entre la réduction de la pauvreté et le développement économique" . Lien vers NADEL ETHZ - aller au programme des cours	1 semaine (annuellement)	Zurich, Suisse	Anglais (français sur demande)
Centre sur l'économie et la gestion des systèmes d'éducation et de formation (CEMETS) de l'ETH Zurich "Institut d'été sur l'élaboration des politiques pour les responsables de la réforme de l'éducation" . Lien vers le CEMETS - aller au programme Institut d'été	2 semaines (annuellement)	Zurich, Suisse	Anglais
Swiss Leading House sur l'économie de l'éducation, Université de Zurich "Programme pour les doctorants en économie de l'éducation" Lien vers la leading house suisse	Programme de 2 ans	Suisse	Anglais
Centre international de formation de l'OIT "Académie sur le développement des compétences" (parmi d'autres offres de formation DCP) Lien vers ITCILO	2 semaines (annuellement)	Turin, Italie	Anglais / Français
Académie de la GIZ pour la coopération internationale "Les systèmes d'éducation et d'EFTP dans la coopération internationale" Lien vers l'Académie de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels	2 jours (annuellement)	Bonn, Allemagne	Anglais / Allemand
IFFP - Académie internationale suisse de formation professionnelle Instruire et enseigner dans l'EFP Comprendre la qualité dans l'EFP Lien vers l'IFFP	1 semaine, par an	Suisse	Anglais / Allemand

Offres de formation DSP sélectionnées

Formation	Durée et fréquence	Localisation	Langue(s)
Centre pour le développement et la coopération (NADEL) de l'ETH Zurich "Développement des systèmes de marché" Lien vers NADEL ETHZH aller au programme de cours	1 semaine, par an	Zurich, Suisse	Anglais
SPRINGFIELD "Faire fonctionner les marchés" Lien vers le centre de Springfield	2 semaines, deux fois par an	Bangkok, Thaïlande	Anglais
Centre pour le développement et la coopération (NADEL) de l'ETH Zurich " "Genre et Economie" Lien vers NADEL ETHZH aller au programme de cours	1 semaine	Zurich	Anglais
MESOPARTENAIRE "Académie d'été sur le développement économique" Lien vers Mesopartner	1 semaine, par an	Berlin, Allemagne	Anglais
Miehlbradt Consultancy "Mesure des résultats pour le développement durable du secteur privé" Lien vers Miehlbradt aller aux formations	1 semaine, deux fois par an	Variable	Anglais
Miehlbradt Consultancy "Atelier de formation avancée sur la mesure des résultats pour le développement du secteur privé" Lien vers Miehlbradt aller aux formations	1 semaine, deux fois par an	Ede, Pays-Bas / Bangkok, Thaïlande	Anglais

Sélection d'offres de formation DSF

Formation	Durée et fréquence	Localisation	Langue(s)
Université de Zurich <ul style="list-style-type: none"> • "Microfinance - Introduction" • "Microfinance - L'état de l'art" • "Microfinance - Micro-assurance" : • Lien vers Finance Executive Education de l'Université de Zürich - consultez les cours individuels 	1 - 2 jours, par an	Zurich, Suisse	Anglais
Boulder Institute for Microfinance (Centre de formation de l'OIT à Turin) Lien vers la microfinance	2 semaines par an	Variable	Anglais et français
Mécanisme d'assurance-impact, OIT Lien vers le mécanisme d'assurance impact	1 semaine, par an	Turin	Anglais
Frankfurt School of Finance & Management , Divers cours (microfinance, assurance, finance numérique, agrofinance, financement des PME, etc.) Lien vers l'école de Francfort	6 mois, en ligne	En ligne	Anglais
Initiative for Blended Finance Uni Zürich , "Impact Investment & Blended Finance for Development Agencies & Foundations" (Investissement à impact et financement mixte pour les agences de développement et les fondations) Lien vers l'Initiative for Blended Finance	2 ou 3 jours par an	Zurich, Suisse	Anglais
Social Finance Academy , "Accès à l'investissement à impact pour les entreprises sociales". Lien vers la Social Finance Academy	En ligne	En ligne	Anglais

Offres de formation ESP sélectionnées

Formation	Durée et fréquence	Localisation	Langue(s)
Principes de base de l'ESP : le 1 x 1 institutionnel de l'ESP : assurer une compréhension et un langage communs de l'ESP au sein du personnel de la DDC	3h, environ 10 fois par an	virtuel	Anglais
Social Finance Academy (SFA) , focus sur la finance mixte par Roots of Impact Lien vers la Social Finance Academy	2 ou 3 jours par an	Zurich, Suisse	Anglais
Cours interne de finance sociale par Roots of Impact, session électronique ou cours physique, sans frais pour l'unité opérationnelle. Équipe CEP et boîte à cocher ESP	Sur demande	En ligne ou à Berne	Anglais
L'European Venture Philanthropy Association (EVPA) propose régulièrement des formations et des webinaires axés sur le financement mixte et l'investissement à impact. Lien vers l'EVPA	Divers, voir le site web	Divers, voir le site web	Divers, voir le site web
Académie de l'entrepreneuriat public de l'université de Saint-Gallen, premier cycle en 2021 Lien vers l'Académie de l'entrepreneuriat public	11 jours, une fois par an	St. Gallen	Anglais

Juin 2023 - Version 3

Rédacteur en chef :
Agence suisse pour le développement et la coopération DDC
Section Économie et éducation
Freiburgstrasse 130, CH-3003 Berne

Image de couverture : Lars Buechler

ied@eda.admin.ch

www.shareweb.ch/site/EI
<http://www.shareweb.ch/site/Education>

